

EUROBAROMETER 61

PUBLIC OPINION IN THE EUROPEAN UNION

SPRING 2004

NATIONAL REPORT

FRANCE

The survey was requested and coordinated by the Directorate General Press and Communication.

This report was produced for the European Commission's Representation in France

This document does not represent the point of view of the European Commission.
The interpretations and opinions contained in it are solely those of the authors.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
I) APERCU DE L'OPINION FRANCAISE	4
- Vie et situation personnelle des Français	4
- La confiance dans les institutions	7
- L'information sur l'Union européenne	10
II) LES FRANÇAIS ET L'UNION EUROPEENNE	16
- Le sentiment d'appartenance	16
- L'image de l'Union européenne	18
- Les élargissements de l'Union	21
III) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE	24
- L'action de l'Union européenne	24
- La politique extérieure	25
- Les réformes institutionnelles	27
IV) LES ELECTIONS AU PARLEMENT EUROPEEN	32
- Le vote aux élections européennes	32
- Le rôle du Parlement européen	35
- Les thèmes de campagne	37
CONCLUSION	42

INTRODUCTION

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale Presse et Communication, Secteur opinion publique). La présente enquête (Eurobaromètre 61.1) a été réalisée dans les quinze pays de l'Union européenne entre le 20 février et le 28 mars 2004 par un consortium d'instituts de sondage, le European Opinion Research Group (EORG), sous la coordination générale de INRA (EUROPE), situé à Bruxelles. A partir de la prochaine édition, l'Eurobaromètre standard inclura également les dix pays qui ont adhéré le 1^{er} mai 2004.

Dans chaque pays, un même questionnaire (présenté en annexe) est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans et plus. En France, l'enquête a été réalisée entre le 23 février et le 10 mars 2004 par l'institut CSA-TMO. L'échantillon retenu a été de 1019 personnes. Les données brutes ont été soumises à une pondération marginale et croisée sur la base des chiffres officiels de la population française, publiés par EUROSTAT.

La première partie de ce « Spécial Bureau/France » présente un aperçu de l'opinion française (vie personnelle des Français, confiance dans les institutions et sources d'information sur les questions européennes).

La deuxième partie porte sur la relation entre les Français et l'Union européenne, ce qui revient à examiner le sentiment d'appartenance, l'image des institutions communautaires et l'attitude des Français à l'égard des élargissements de l'Union.

La troisième partie analyse l'opinion des Français sur l'avenir de la construction européenne, en ce qui concerne les actions de l'Union, le soutien à une politique extérieure commune et les questions institutionnelles à l'ordre du jour.

La quatrième partie du rapport étudie les intentions de vote des Français aux prochaines élections européennes, en mettant en évidence le rôle du Parlement européen et les thèmes de campagne.

Plusieurs tableaux illustrent les données de ce sondage. Sauf mention contraire, les statistiques se rapportent aux personnes interrogées en France. Le sigle EU-15, fréquemment utilisé, indique la moyenne des quinze États de l'Union européenne. La mention « trend » désigne l'évolution observée au cours des derniers sondages Eurobaromètre.

Certaines données font l'objet d'une analyse détaillée, en fonction des critères démographiques et socio-professionnels, tels que l'âge, le niveau d'études, la profession et le lieu de résidence. A ce propos, les instituts de sondage ont procédé à un découpage du territoire français, qui correspond à celui des sept nouvelles circonscriptions électorales de la France métropolitaine (Ile-de-France, Nord-Ouest, Ouest, Centre-Massif Central, Est, Sud-Est, Sud-Ouest).

I) APERCU DE L'OPINION FRANÇAISE

VIE ET SITUATION PERSONNELLE DES FRANÇAIS

L'Eurobaromètre 61 confirme le pessimisme d'une grande partie de la population, comme le montrent les réponses sur la vie et la situation personnelle des Français.

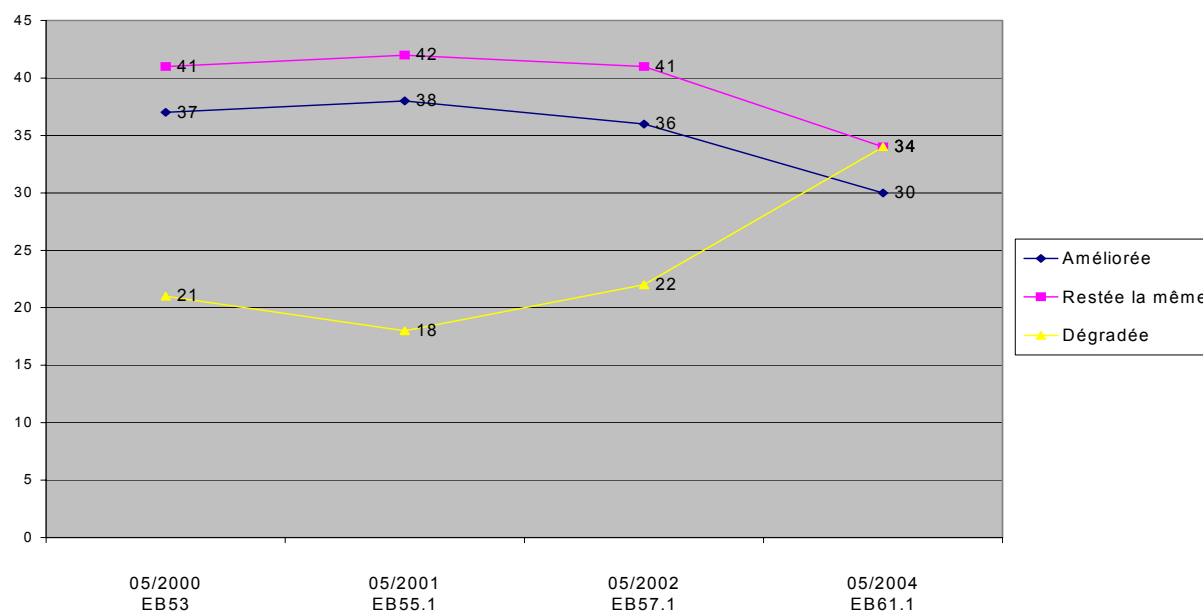
Les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement en ce qui concerne...

	MEILLEURS	MOINS BONS	SANS CHANGEMENT	NSP
Votre vie en général	36%	13%	48%	3%
La situation financière de votre ménage	27%	20%	49%	4%
Votre situation professionnelle	24%	9%	56%	11%
La situation de l'emploi en France	17%	49%	28%	6%
La situation économique de la France	19%	43%	32%	6%

Interrogés sur leurs attentes pour les douze prochains mois, les Français continuent à se montrer fortement pessimistes: 49% s'attendent ainsi à une aggravation de la situation de l'emploi ; 43% estiment que la situation économique de la France ne s'améliorera pas au cours de la prochaine année. Les indicateurs sur la situation personnelle des Français sont un peu plus positifs. On constate toutefois une tendance à l'attentisme. Selon les questions posées, la catégorie « sans changement » gagne en effet entre 2 et 4 points par rapport au précédent sondage (EB 60).

Le pessimisme de l'opinion française est à mettre en relation avec les difficultés économiques des dernières années. Invités à comparer leur situation actuelle à celle d'il y a cinq ans, 30% des Français pensent qu'elle s'est améliorée, 34% qu'elle n'a pas changé et 34% qu'elle s'est dégradée. Comparons ces résultats à ceux des années 2000, 2001 et 2002¹ :

Si vous comparez votre situation à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle s'est... ?

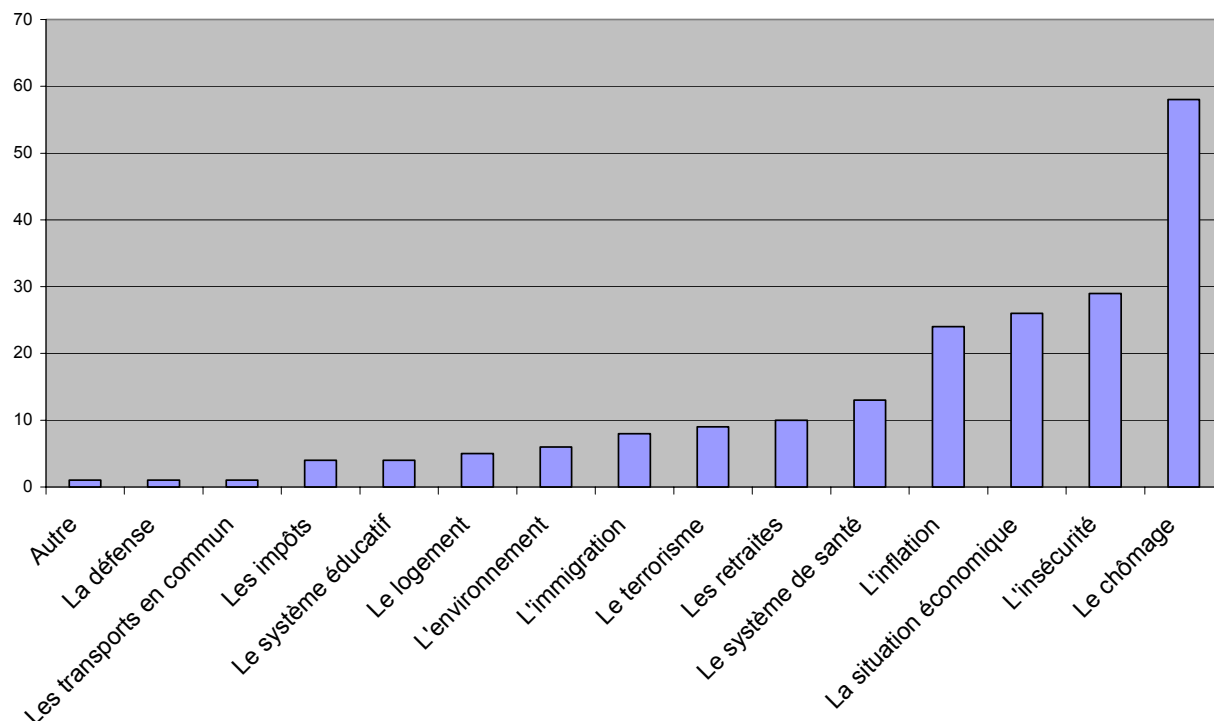


La dégradation des indicateurs de confiance s'élève ainsi à 12 points en deux ans (mai 2002) et à 16 points en trois ans (mai 2001).

¹ La question n'avait pas été posée lors de l'EB 59.1 (mai 2003).

Les raisons du pessimisme actuel de l'opinion peuvent être approfondies en étudiant les craintes et les problèmes auxquels les Français sont confrontés sur le plan intérieur et international.

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face la France en ce moment ?



Le chômage demeure la principale préoccupation des Français et gagne même 4 points par rapport à l'enquête d'octobre 2003 : 58% des personnes interrogées l'indiquent comme l'un des deux problèmes majeurs de la France. Viennent ensuite l'insécurité (29%, -1%), la situation économique (26%, -3%), l'inflation (24%, +2%), le système de santé (13%, +1%), les retraites (10%, -1%), le terrorisme (9%, =), l'immigration (8%, -1%), la protection de l'environnement (6%, +2%), le logement (5%, +1%), le système éducatif (4%, -3%), les impôts (4%, -2%), les transports en commun (1%, =) et la défense (1%, =).

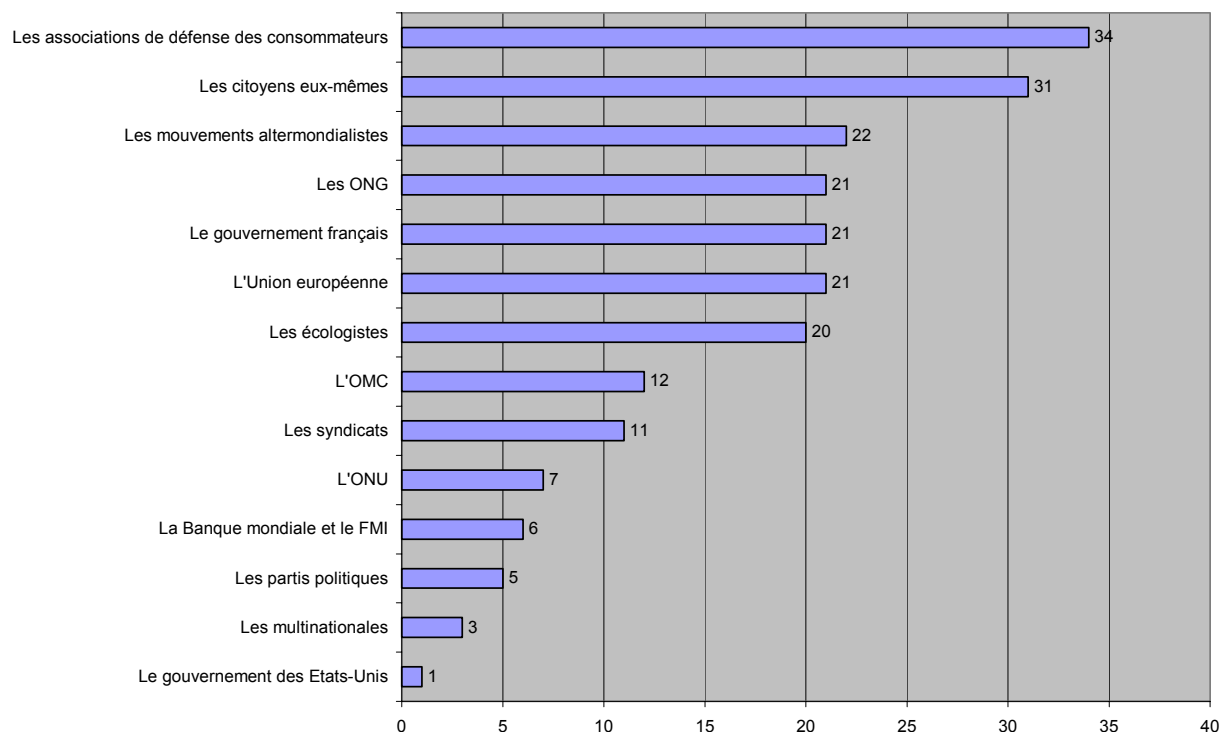
En élargissant le champ d'analyse, on constate également que la mondialisation est davantage perçue par l'opinion française comme une menace que comme une chance. Ainsi, 53% des Français estiment que la mondialisation n'est pas une bonne chose pour la France (contre 30% d'avis favorables) et 60% qu'elle n'est pas bonne en ce qui les concerne directement.

Interrogés sur les effets de la mondialisation, les personnes interrogées mettent surtout en avant l'augmentation du chômage (73%), la concentration de pouvoir dans les mains des grandes entreprises (77%), les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale (71%), l'uniformisation des produits (62%). En comparant ces résultats à l'échelle européenne, on constate que les craintes liées à la mondialisation sont beaucoup plus fortes en France qu'ailleurs : il existe ainsi un différentiel négatif de quelque 15 points par rapport à la moyenne UE-15. On trouvera ci-dessous un tableau récapitulatif de ces résultats.

Pouvez-vous me dire si, pour chacune des propositions suivantes, vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ?

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
La mondialisation conduit à une concentration de pouvoir entre les mains des grandes entreprises	77% (UE-15 : 64%)	11% (UE-15 : 17%)	12% (UE-15 : 19%)
La mondialisation représente une menace pour l'emploi en France	73% (UE-15 : 57%)	15% (UE-15 : 23%)	12% (UE-15 : 20%)
La mondialisation fait augmenter les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale	71% (UE-15 : 55%)	14% (UE-15 : 21%)	15% (UE-15 : 24%)
La mondialisation rend plus difficile le contrôle de la qualité des produits alimentaires vendus dans notre pays	63% (UE-15 : 57%)	22% (UE-15 : 22%)	15% (UE-15 : 21%)
La mondialisation conduit à un monde plus terne et plus uniformisé	62% (UE-15 : 38%)	22% (UE-15 : 36%)	16% (UE-15 : 26%)
La mondialisation augmente la variété des produits en vente dans notre pays	60% (UE-15 : 59%)	25% (UE-15 : 21%)	15% (UE-15 : 20%)
La mondialisation représente une bonne opportunité pour les entreprises	37% (UE-15 : 45%)	44% (UE-15 : 31%)	19% (UE-15 : 24%)
La mondialisation fait baisser les prix des produits et des services grâce à une concurrence accrue	34% (UE-15 : 44%)	51% (UE-15 : 34%)	15% (UE-15 : 22%)
Dans l'ensemble, la mondialisation est une bonne chose pour la France	30% (UE-15 : 39%)	53% (UE-15 : 40%)	17% (UE-15 : 21%)
Dans l'ensemble, la mondialisation est une bonne chose pour moi	19% (UE-15 : 29%)	60% (UE-15 : 45%)	21% (UE-15 : 26%)

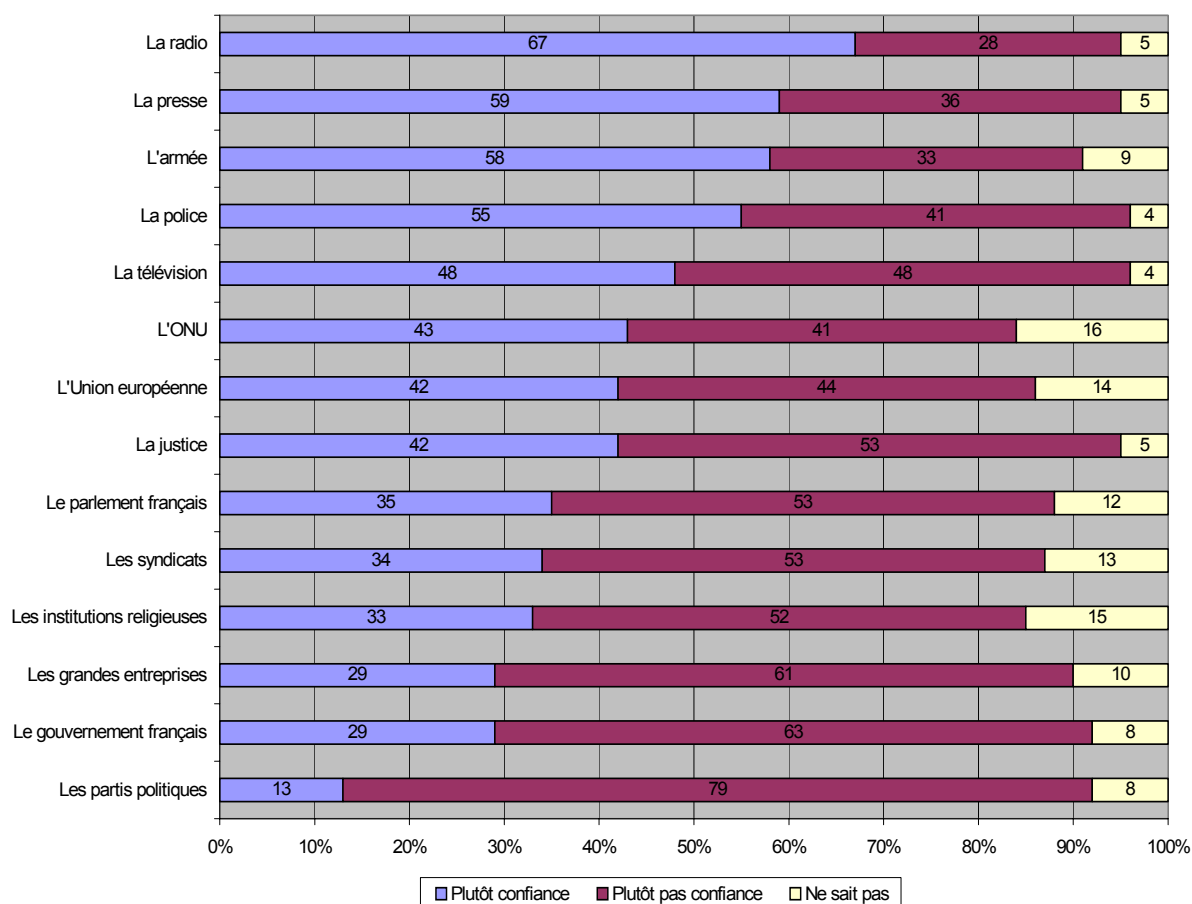
Dans la liste suivante, à qui faites-vous le plus confiance pour contrôler les effets de la mondialisation (plusieurs réponses possibles) ?



Les Français font surtout confiance aux organisations de la société civile (ONG, associations de consommateurs, mouvements altermondialistes) pour contrôler les effets de la mondialisation. Parmi les organisations internationales, l'Union européenne (21% d'opinions favorables) arrive loin devant l'Organisation mondiale du commerce (12%), la Banque mondiale et le FMI (6%).

LA CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

Faites-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance aux institutions suivantes ?



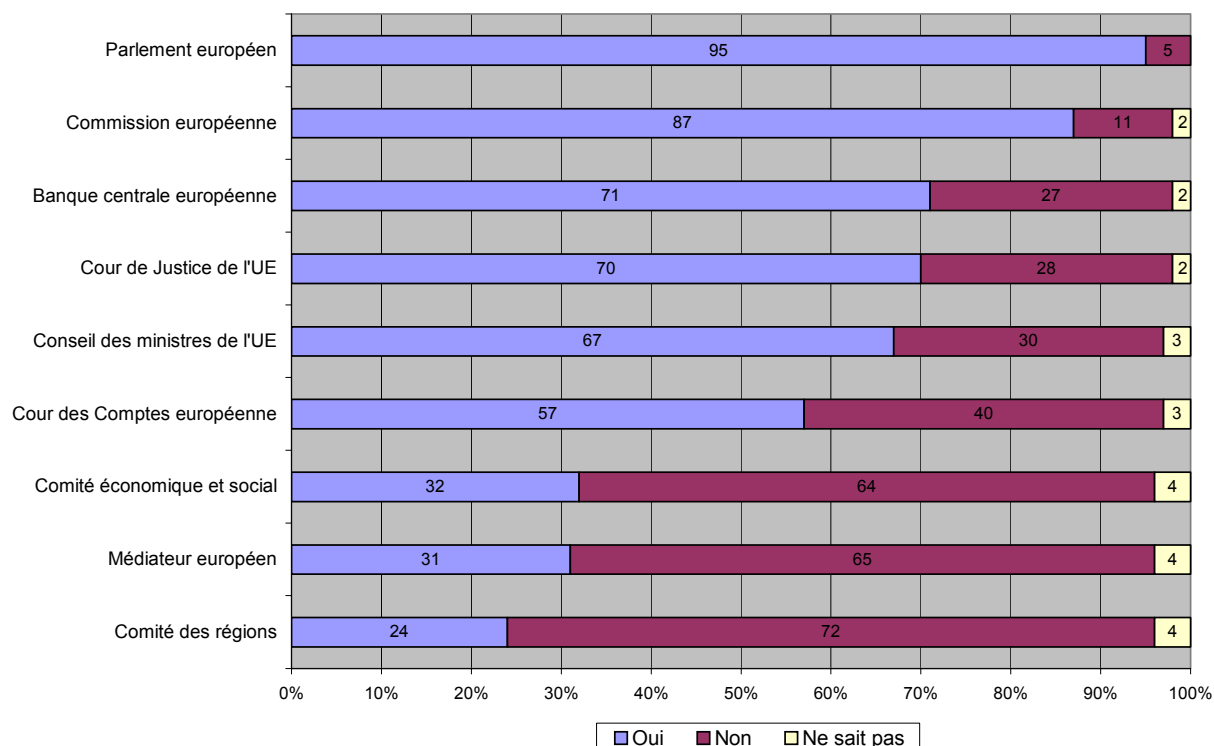
La radio, la presse et l'armée demeurent les trois institutions préférées des Français, avec 67%, 59% et 58% d'avis favorables. Parmi les moyens d'information, les Français font davantage confiance à la radio (67%) qu'à la presse (59%) et à la télévision, qui recueille autant d'opinions positives que négatives (48%).

Après la forte baisse constatée au sondage d'octobre 2003, la plupart des institutions politiques regagnent quelques points : c'est le cas notamment de l'ONU (en hausse de 3 points, avec 43% d'avis favorables), de l'Union européenne (42%, + 5%) et du Parlement français (35%, +2%). En revanche, le gouvernement français perd encore un point : 29% des personnes interrogées lui font plutôt confiance, contre 63% qui sont d'un avis contraire.

Enfin, les Français demeurent plutôt méfiants à l'égard des institutions religieuses (52% d'avis défavorables), des syndicats (53%) des grandes entreprises (61%) et des partis politiques (79%).

Avec 42% d'opinions favorables et 44% d'opinions défavorables, l'Union européenne se situe donc dans une position médiane. Il convient ensuite de déterminer quelles sont – aux yeux des Français - les institutions européennes qu'ils connaissent et apprécient le plus.

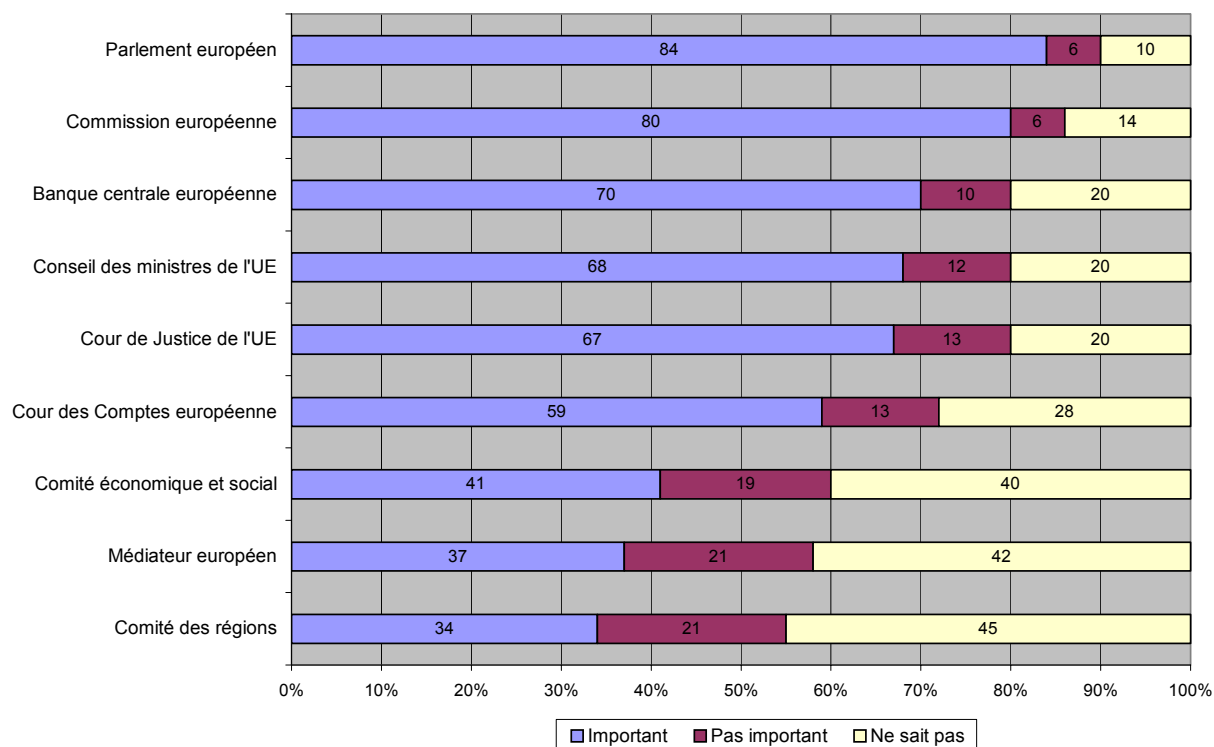
Avez-vous déjà entendu parler des institutions suivantes ?



Comme lors de la dernière enquête (octobre 2003), le Parlement et la Commission sont les deux institutions communautaires les plus connues. Respectivement 95% (-1%) et 87% (-3%) des personnes interrogées en ont entendu parler. La notoriété de la Banque centrale européenne (71%, -1%) dépasse de peu celles de la Cour de justice des communautés européennes et du Conseil des ministres de l'Union européenne (70%, -1%). La Cour des Comptes européenne (57%, -4%) franchit à son tour la barre des 50%.

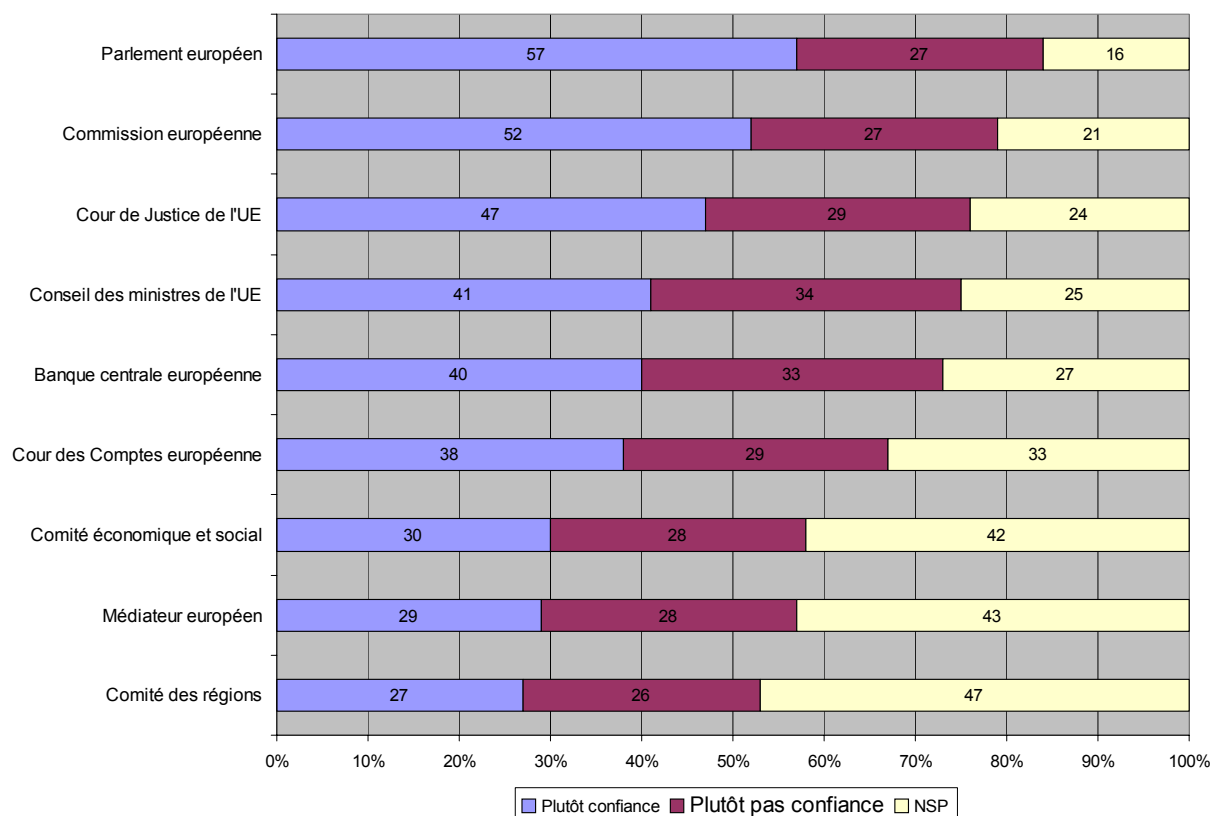
Les autres institutions sont beaucoup moins connues. Ainsi, seuls 32% des Français ont entendu parler du Comité économique et social, 31% du Médiateur européen et 24% du Comité des régions. Cette hiérarchie se retrouve par ailleurs dans tous les autres pays de l'UE.

Et pour chacune de ces institutions, pensez-vous qu'elle joue un rôle important ou pas important dans la vie de l'Union européenne ?



Comme lors des précédents sondages, il existe un lien évident entre la notoriété des institutions et la manière dont les Français en perçoivent l'importance. Le Parlement (dont le rôle est jugé important par 84% des personnes interrogées), la Commission européenne (80%), la Banque centrale européenne (70%), le Conseil des ministres (68%) et la Cour de justice de l'UE (67%) devancent ainsi les institutions les moins connues, comme le Comité économique et social (41%), le Médiateur européen (37%) et le Comité des régions (34%).

Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?



Comme toujours, le Parlement arrive en tête avec 57% d'opinions favorables (+3%), suivie de la Commission européenne (52%, +3%), la Cour de Justice (47%, +5%), le Conseil des ministres de l'UE (41%, +3%), la Banque centrale européenne (40%, +2%), la Cour des Comptes européenne (38%, +3%), le Comité économique et social (30%, +4%), le Médiateur européen (29%, inchangé) et le Comité des régions (27%, +3%). Cette hausse moyenne de trois points compense en grande partie la baisse de confiance constatée lors de l'EB 60.

L'INFORMATION SUR L'UNION EUROPEENNE

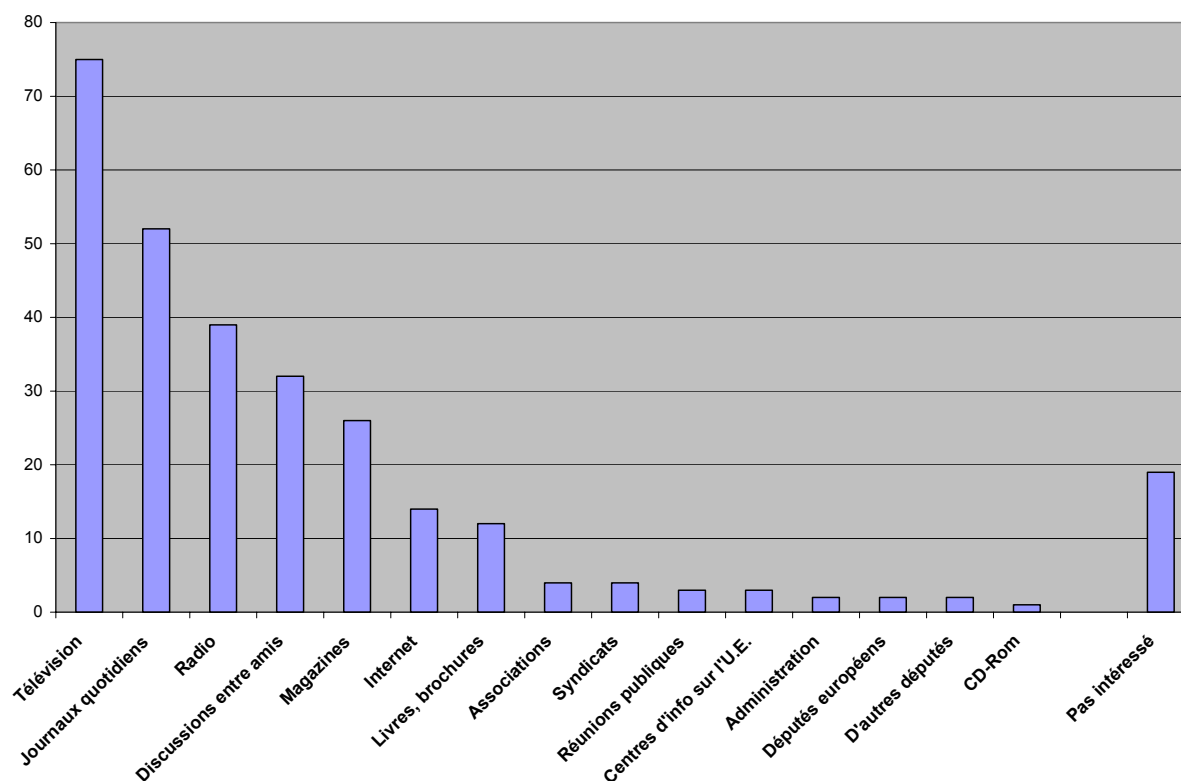
Combien estimez-vous en savoir sur l'UE, ses politiques et ses institutions ?

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
6%	10%	16%	19%	22%	14%	9%	3%	1%	-
SOMME 1-5					SOMME 6-10				
73%					27%				

Invités à mesurer leur connaissance de l'UE sur une échelle de 1 à 10 (1 correspondant à « ne sait rien du tout » et 10 à « en sait beaucoup »), 73% des Français se situent entre les niveaux 1 et 5 et 27% entre les niveaux 6-10.

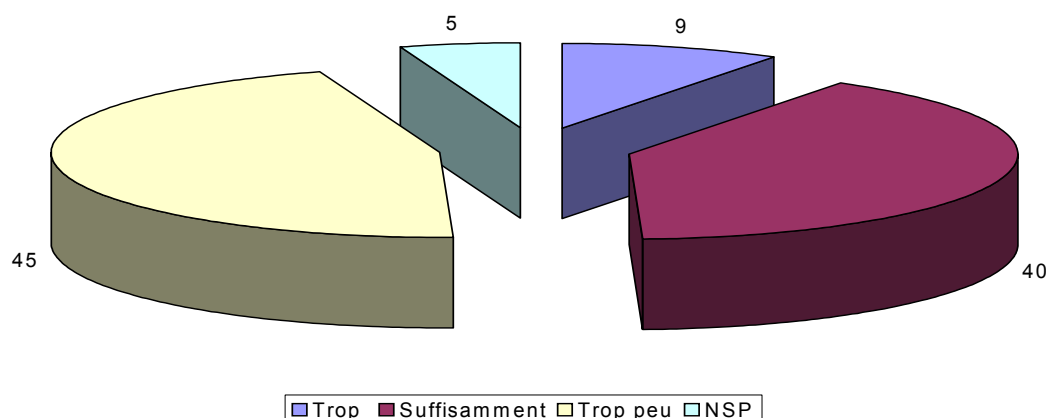
Si cette dernière catégorie demeure largement minoritaire, elle progresse cependant de quatre points par rapport au dernier sondage, ce qui est probablement à mettre en relation avec la couverture médiatique dont a bénéficié l'actualité européenne au cours des derniers mois.

Quand vous souhaitez obtenir des informations sur l'Union européenne, lesquelles des sources suivantes utilisez-vous ?



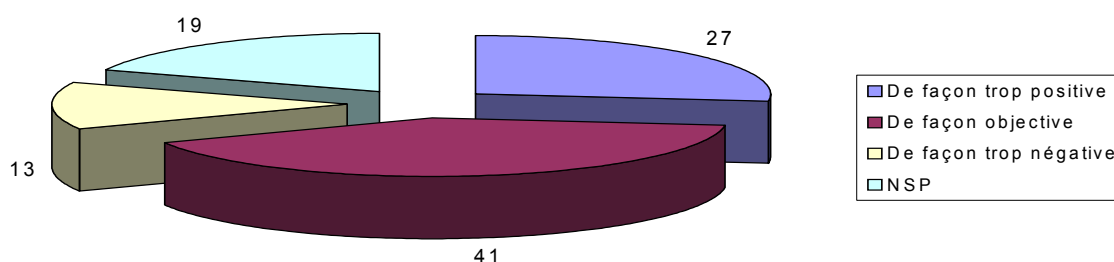
La télévision (75%), les journaux quotidiens (52%) et la radio (39%) demeurent les sources d'information privilégiées par les Français. Suivent les discussions avec des proches (32%), les magazines et autres journaux (26%), Internet (14%), les brochures et autres prospectus (11%). Les autres moyens d'information ont une audience marginale, que ce soient les syndicats (4%) et autres associations (4%), les réunions publiques (3%) ou les centres d'information sur l'UE (3%). Les administrations, les députés européens et nationaux et les CD-Rom sont consultés par moins de 2% des Français. Enfin, 8% des personnes interrogées disent ne jamais rechercher d'informations sur l'Union européenne (réponse spontanée).

En général, pensez-vous que les médias français parlent trop, suffisamment ou trop peu de l'Union européenne ?



On constate une évolution significative depuis le dernier sondage, qui avait introduit une série de questions sur le traitement de l'information européenne. Ainsi, 45% (+10%) des personnes interrogées estiment que les médias français parlent trop peu de l'Union européenne; 40% (-5%) que les médias lui consacrent suffisamment de place ; 9% (-6%) qu'ils en parlent trop ; 5% ne se prononcent pas. En cela, le jugement des Français est assez proche de celui des autres Européens (la moyenne UE-15 s'élève respectivement à 41%, 42%, 8% et 9%).

Et pensez-vous que les médias français parlent de l'Union européenne de façon trop positive, de façon objective ou de façon trop négative ?



Quatre Français sur dix (41%) estiment que l'Union européenne est présentée d'une manière objective par les médias de leur pays ; 27% (+3%) que les médias en parlent d'une manière trop positive ; 13% (-3%) sont d'une opinion contraire ; 19% ne se prononcent pas. Là aussi, on retrouve des résultats analogues à ceux de la plupart des pays européens. Dans ces domaines, la moyenne UE-15 s'élève respectivement à 41%, 23% et 13% (23% ne se prononcent pas).

Les résultats présentés jusqu'ici concernent surtout le sentiment d'information des personnes interrogées. Les enquêteurs ont ainsi introduit une série de questions pour vérifier le degré réel des connaissances en matière européenne.

Les propositions suivantes sont-elles vraies ou fausses ?

	VRAI	FAUX	NSP
L'Union européenne est actuellement composée de douze Etats membres	37%	52%	10%
La Communauté européenne a été créée juste après la Première Guerre mondiale, au début des années 1920	15%	56%	29%
Le drapeau européen est bleu avec des étoiles jaunes	87%	6%	7%
Sur le drapeau européen, il y a une étoile par pays membre	69%	18%	13%
Le siège de la Commission européenne est situé à Strasbourg	61%	23%	16%
Les députés européens sont directement élus par les citoyens de l'Union européenne	52%	21%	27%
Le Président de la Commission européenne est directement élu par les citoyens de l'Union européenne	19%	48%	33%
L'Union européenne a son propre hymne	36%	30%	34%
Tous les ans, il y a une journée de l'Europe dans les pays de l'Union européenne	44%	19%	37%
Les prochaines élections européennes auront lieu en juin 2006	27%	26%	40%

NB : Les réponses correctes sont mises en évidence en gras.

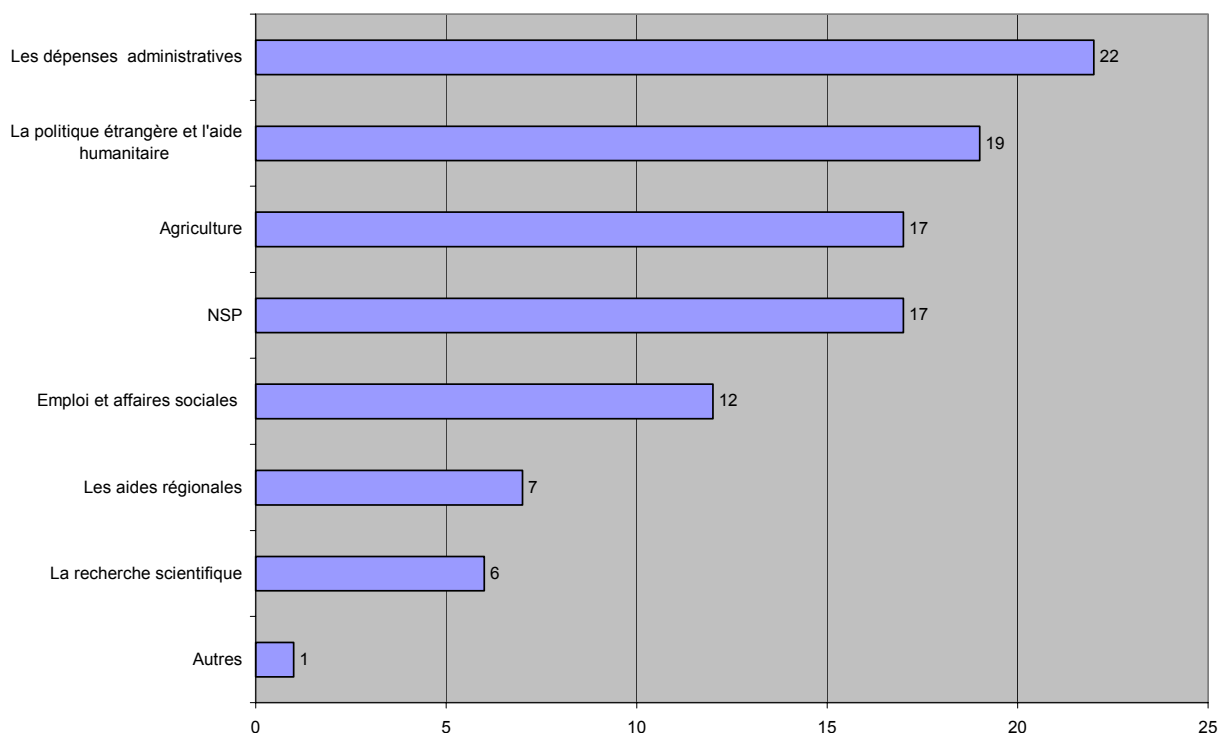
Ces réponses peuvent faire l'objet d'une lecture à plusieurs niveaux :

- En ce qui concerne le niveau basique de connaissance, les Français répondent d'une manière globalement correcte. Les Français identifient plutôt bien les principaux symboles de l'Union, comme le drapeau et, dans une moindre mesure, l'hymne et la journée de l'Europe. De même, ils ont une idée assez correcte de la date de naissance de la Communauté européenne et savent que le président de la Commission n'est pas élu au suffrage universel.

- Certains résultats sont en revanche révélateurs d'un faible niveau de connaissance en matière européenne. Il n'est certainement pas très grave d'identifier le nombre d'étoiles sur le drapeau et le nombre d'Etats de l'Union... Il est toutefois curieux qu'à quelques semaines de l'élargissement², une assez forte proportion de Français (37%) estime que l'Union ne compte que douze membres. De même, on est étonné par la confusion entre le siège du Parlement européen et celui de la Commission, que 61% des Français situent à Strasbourg.

- En ce qui concerne le Parlement européen, il est significatif que deux tiers des Français ne soient pas au courant de la date des prochaines élections européennes et, pire encore, que près de la moitié des personnes interrogées (48%) ne sachent pas que les députés européens sont élus au suffrage universel.

A votre avis, dans quel domaine l'UE dépense-t-elle la plus grande partie de son budget ?



A la lecture de ces résultats, il apparaît clairement qu'une large majorité de Français n'a qu'une idée très approximative des principaux champs d'action de l'Union européenne. Selon 22% d'entre eux, la plus grande partie du budget communautaire est utilisée pour le fonctionnement de l'administration. Viennent ensuite la politique étrangère et l'aide humanitaire (19%), l'agriculture (17%), la politique sociale (12%) et les aides régionales (7%).

On constate ainsi un décalage très fort entre ces réponses et l'utilisation effective du budget communautaire. Rappelons pour mémoire que 45% du budget de l'Union est consacré à l'agriculture, 34% aux actions structurelles (y compris la politique régionale) et seulement 6% aux dépenses administratives...

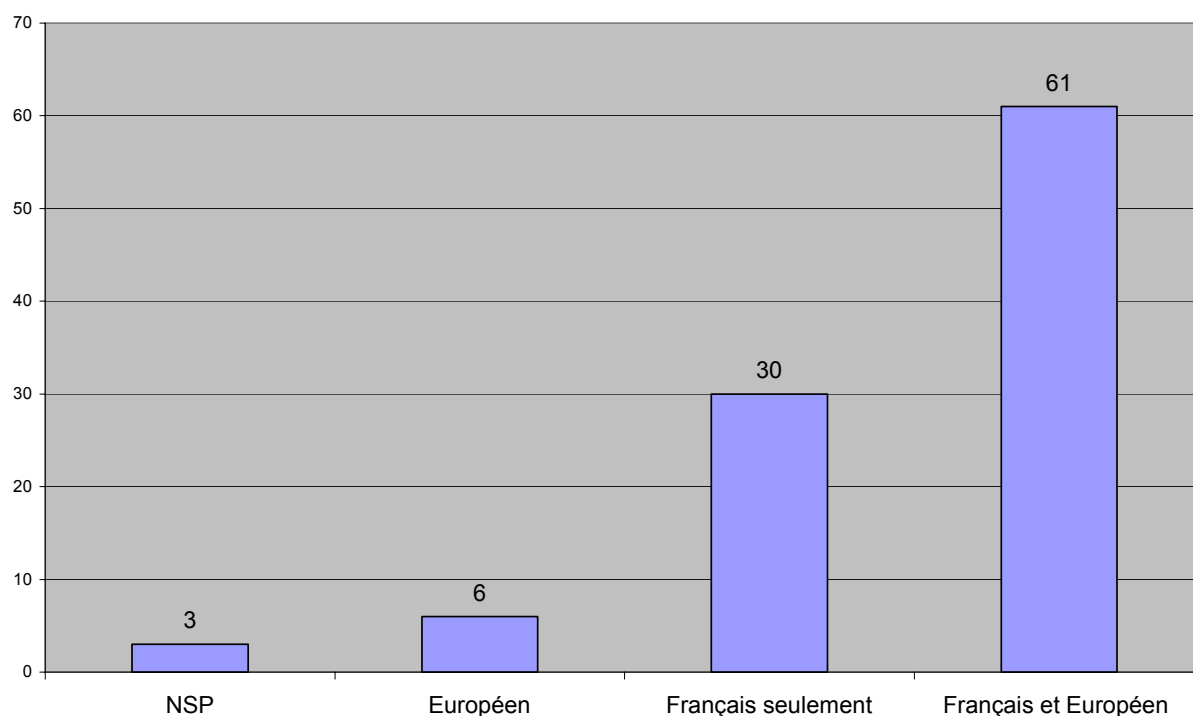
² Rappelons que l'enquête de terrain de l'EB 61 a été réalisée à la fin de mars 2004.

II) LES FRANÇAIS ET L'UNION EUROPEENNE

LE SENTIMENT D'APPARTENANCE

Depuis 1973, les sondages Eurobaromètres posent deux séries de questions : il s'agit d'abord de mesurer le sentiment d'appartenance à l'échelle individuelle, puis de déplacer l'analyse au niveau des différents Etats de l'Union européenne.

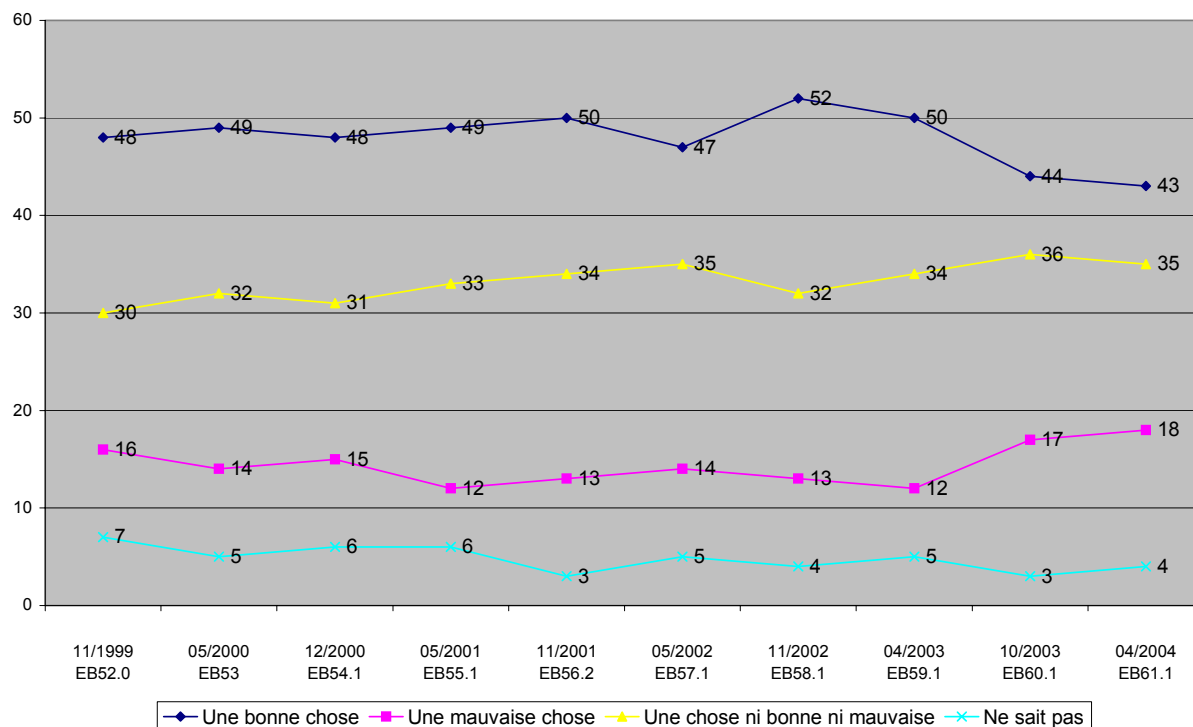
Dans un avenir proche vous voyez-vous... ?



La double appartenance continue à s'affirmer : 61% des personnes interrogées se sentent françaises et européennes ; 30% françaises seulement ; 6% européennes seulement.

NB : Afin de vérifier la pertinence de l'intitulé de la question, les enquêteurs ont divisé l'échantillon en deux groupes homogènes. Dans le premier cas, les personnes interrogées avaient un choix entre quatre propositions (Français seulement, Français et Européen, Européen et Français, Européen seulement). Dans le deuxième cas, le choix était limité à trois variables (Français seulement, Français et Européen, Européen seulement). Comme les résultats entre les deux échantillons ont été identiques, nous présentons les résultats sous une forme simplifiée.

D'une façon générale, pensez-vous que l'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise ?

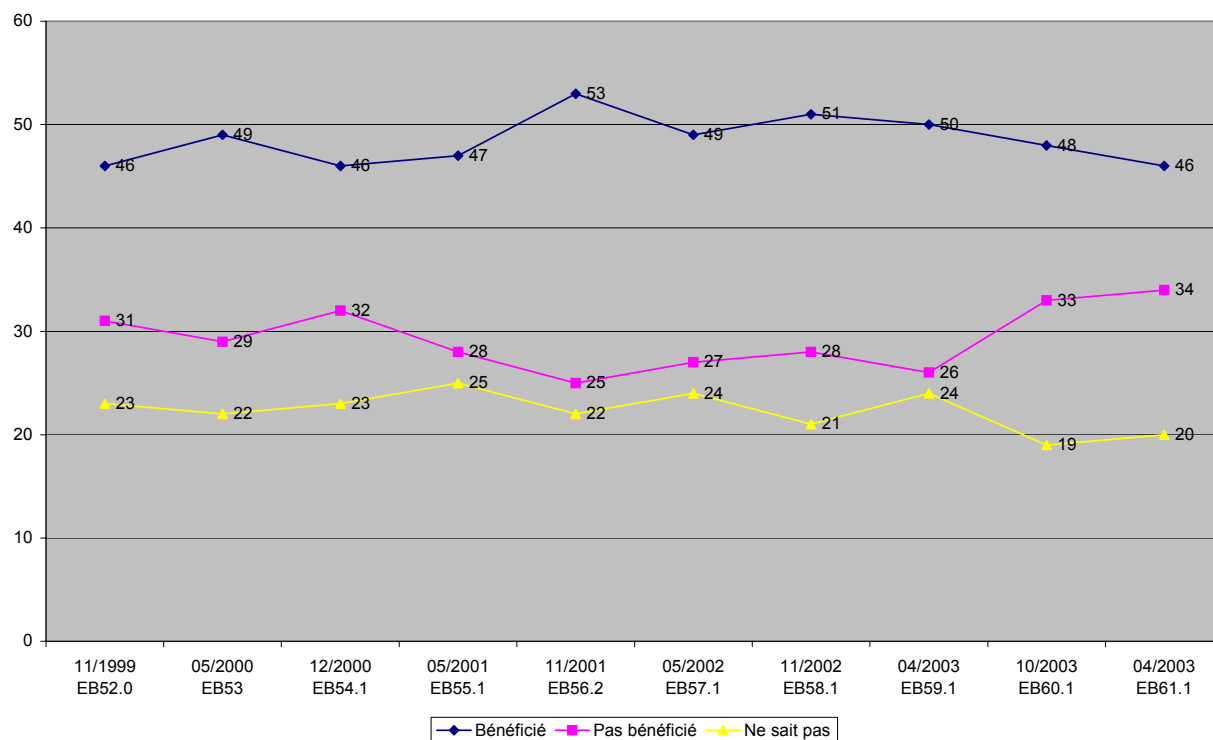


Les dernières données sont quasiment identiques à celles de l'EB 60 : 43% (-1%) des Français estiment que l'appartenance de la France à l'Union est une bonne chose ; 18% (+1%) pensent qu'il s'agit d'une mauvaise chose ; pour 35% (-1%), c'est une chose ni bonne ni mauvaise.

Si l'écart entre les avis positifs et négatifs demeure très élevé (25 points), il tend cependant à se resserrer au fil des sondages, ce qui reflète une progression des opinions négatives. Rappelons qu'à la fin de l'année 2002, cet écart s'élevait à 39 points.

Ces résultats ne sont pas une spécificité française : on remarque une telle évolution dans la quasi totalité des quinze « anciens » Etats membres : c'est notamment le cas en Suède (33% d'opinions négatives), au Royaume-Uni (29%), en Autriche (29%) et en Finlande (21%). Dans ce domaine, la moyenne UE-15 s'élève d'ailleurs à 17% (+6% en douze mois).

D'une façon générale, pensez-vous que la France a bénéficié ou pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne ?



Dans ce domaine aussi, on constate une érosion des indicateurs de confiance. Pour 46% (-2%) des personnes interrogées, la France a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne ; 34% sont d'un avis opposé ; 20% ne se savent pas.

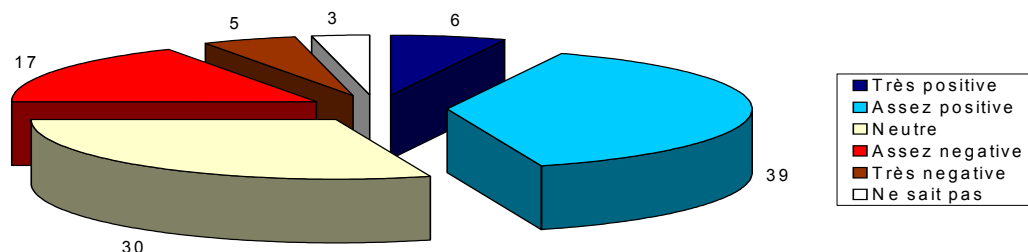
Si l'on observe la tendance au cours des deux dernières années, on constate deux phénomènes :

- 1) les opinions favorables baissent d'une manière imperceptible, mais continue ;
- 2) la courbe des indécis décline au profit des « eurosceptiques » ;
- 3) après une lente décrue, le niveau des « eurosceptiques » augmente fortement depuis deux ans.

A l'échelle européenne, on retrouve des tendances analogues : 48% des Européens (moyenne UE-15) estiment que l'appartenance de leur pays à l'UE a été bénéfique ; 35% sont d'un avis contraire ; 18% ne se prononcent pas.

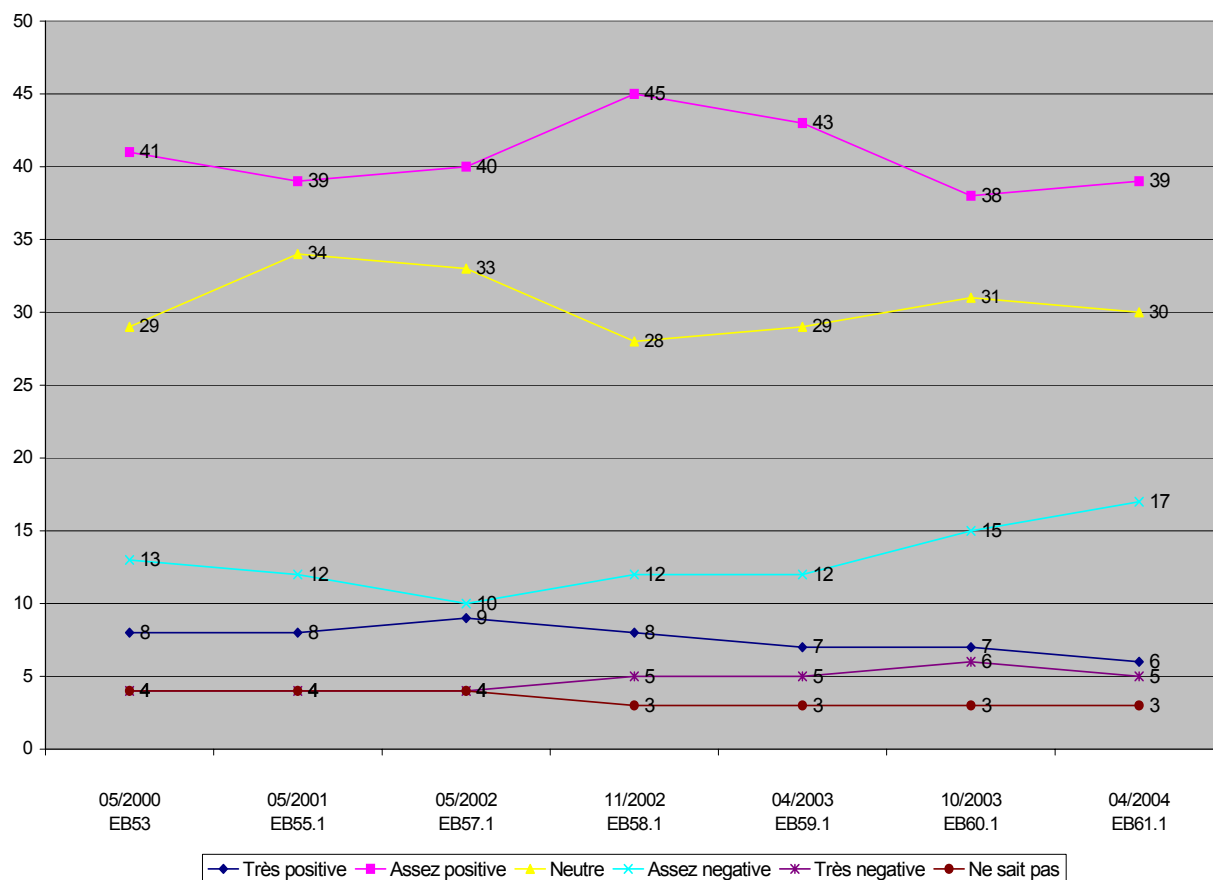
L'IMAGE DE L'UNION EUROPEENNE

En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, assez négative ou très négative ?



45% des Français ont une image « très positive » (6%) ou « assez positive » (39%) de l'Union européenne ; 23% une image « assez négative » (17%) ou « très négative » (5%) ; 30% en ont une opinion neutre. Le schéma ci-dessous résume les résultats des sept derniers sondages.

En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, assez négative ou très négative (trend) ?



Le graphique met en évidence une relative stabilité des opinions favorables. En revanche, on assiste à une percée des avis assez négatifs, qui augmentent de sept points en deux ans.

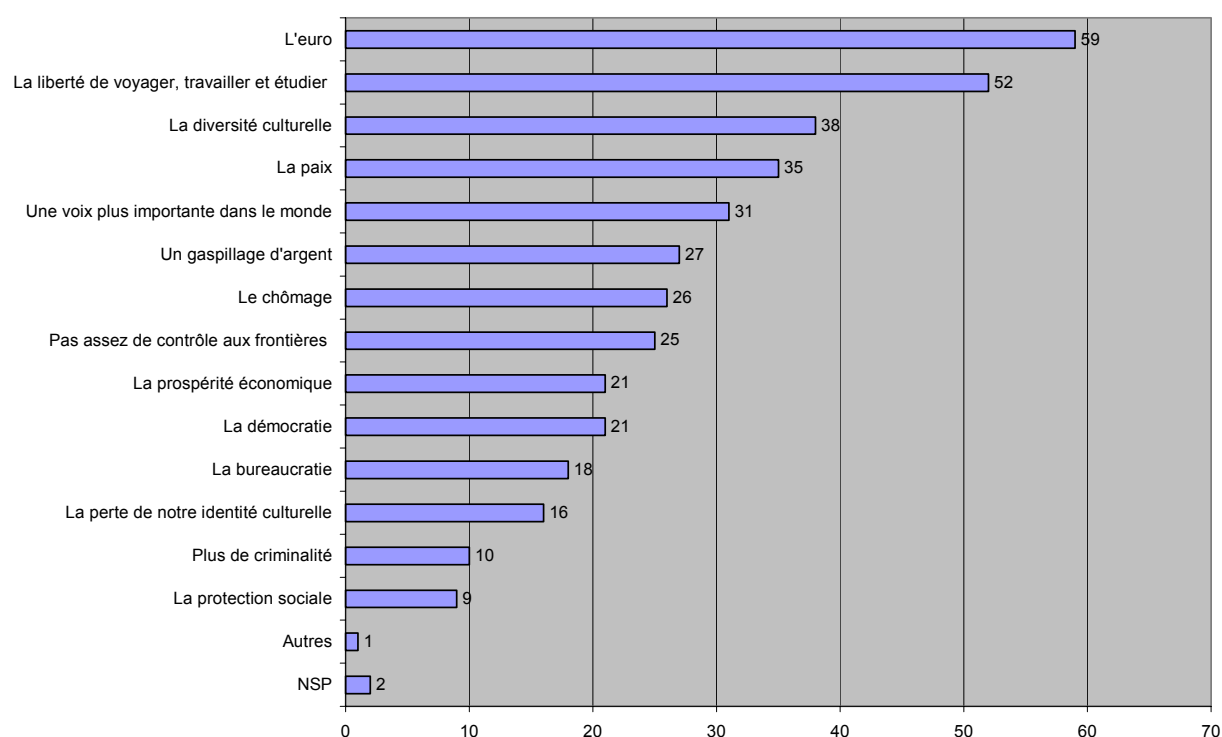
Afin de comprendre cette dégradation des indicateurs de confiance, il convient d'analyser plus en détail les craintes qu'inspire (ou que n'inspire pas) le projet de construction européenne.

Voici une liste de choses que certaines disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous dire si, personnellement, vous la craignez actuellement ou pas ?

	OUI	NON	NSP
Le transfert d'emplois vers d'autres pays membres où l'on produit moins cher	83%	12%	5%
Plus de difficultés pour les agriculteurs	73%	15%	12%
Que notre pays paie de plus en plus à l'UE	68%	23%	9%
La perte des avantages sociaux	63%	31%	6%
Une augmentation du trafic de drogue et du crime organisé international	60%	33%	7%
Une crise économique	56%	35%	9%
Une perte de pouvoir pour les petits Etats membres	51%	38%	10%
La perte de notre identité et culture nationale	38%	59%	3%
Que notre langue soit de moins en moins utilisée	35%	61%	4%

Par ailleurs, l'opinion française apparaît moins sensible que la plupart des autres pays au rôle de l'Union européenne. Ainsi, seuls 33% des Français (moyenne UE-15 : 39%) ont le sentiment de vivre dans une économie plus stable ; 28% (moyenne UE-15 : 41%) d'être plus en sécurité ; et 28% (moyenne UE-15 : 37%) de vivre dans un contexte politique plus stable en raison de l'appartenance de la France à l'Union européenne. Toutefois, 78% des personnes interrogées estiment que la voix de la France compte au sein de l'Union européenne et 40% que leur pays y aura une influence plus grande dans les années à venir.

Que représente l'Europe pour vous personnellement ?



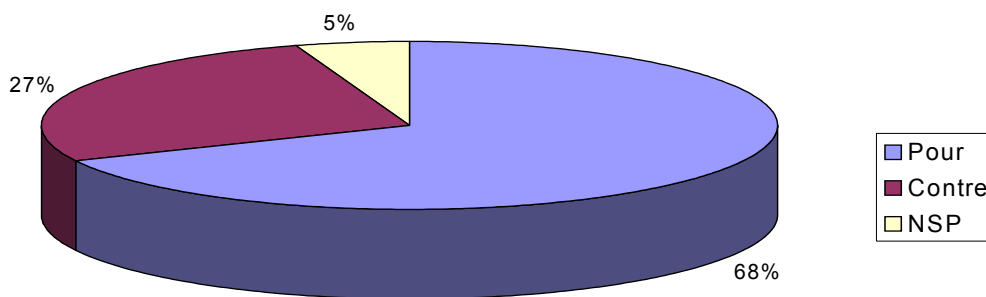
Aux yeux des Français, l'image de l'Union est associée avant tout à la monnaie unique (59%, +2%), à la liberté de voyager, d'étudier et de travailler (52%, inchangé), à la diversité culturelle (38%, -2%), à la paix (35%, -1%) et au rôle sur la scène internationale (31%, -1%).

Pour environ un cinquième de Français, l'Union européenne représente un gaspillage d'argent (27%, -1%), le chômage (26%, +4%), une insuffisance de contrôle aux frontières (25%, -3%) et la perte de leur identité culturelle (16%, -3%). Par rapport au sondage précédent, on constate qu'à l'exception du chômage, les éléments de perception négative de l'Union (bureaucratie, insécurité...) tendent à baisser, en dépit de la mauvaise conjoncture économique.

Au regard de la moyenne UE-15, l'opinion française se distingue par plusieurs aspects :

- les Français sont très sensibles aux thèmes de la diversité culturelle (avec un écart positif de 10 points par rapport à la moyenne UE-15) et de la monnaie unique (+8%).
- on constate également une sensibilité particulière dans les domaines de la paix (écart positif de 4 points) et du rôle diplomatique de l'Union (+2%).
- les Français sont cependant plus critiques que les autres Européens en ce qui concerne le chômage (+7% par rapport à la moyenne UE-15), mais beaucoup moins sensibles au thème de l'insécurité (-9%) et de l'insuffisance des contrôles aux frontières (-2%).

Etes-vous favorable ou hostile à la monnaie unique ?



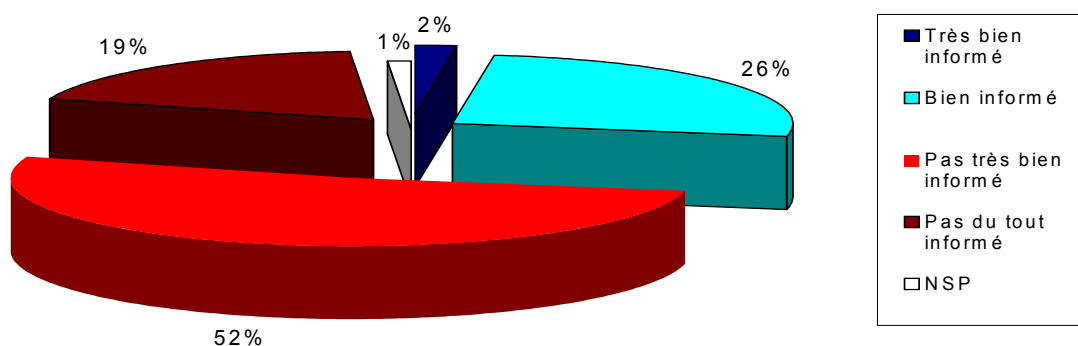
On a une confirmation du rôle « identitaire » de l'euro en observant la forte popularité dont jouit la monnaie unique : 68% (=) des Français sont favorables à l'euro, 27% (-1%) y sont opposés et 5% (+1%) sans opinion. Ce sondage montre en outre que les Français sont davantage favorables à la monnaie unique que la plupart des pays de la zone euro, où l'on trouve 60% d'avis favorables et 35% d'avis opposés (en hausse de 7%), tandis que 5% ne s'expriment pas.

LES ELARGISSEMENTS DE L'UNION

L'enquête de terrain pour l'Eurobaromètre 61 a été réalisée au mois de mars 2004, c'est-à-dire à quelques semaines de l'entrée des dix nouveaux Etats membres.

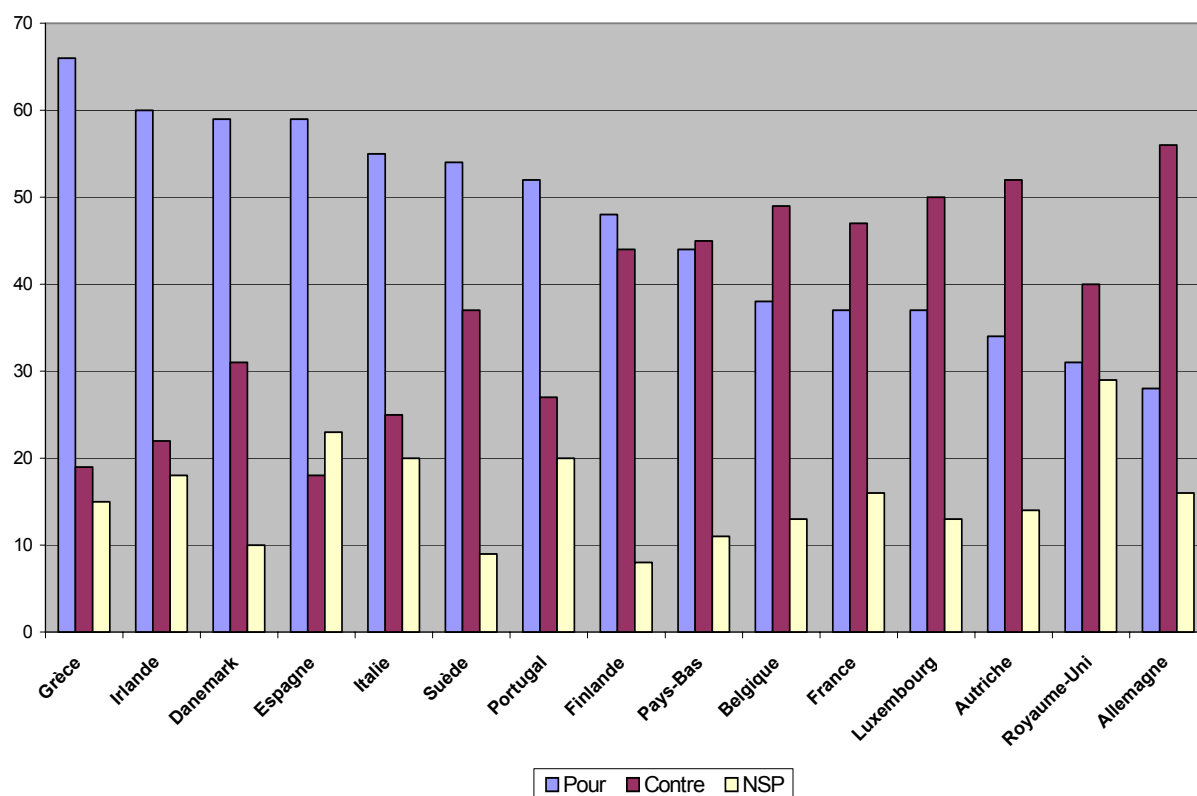
Pour la première fois, le sondage Eurobaromètre fait une distinction entre l'élargissement de mai 2004 et les élargissements « des années à venir », sans en préciser ni le calendrier ni les noms des pays qui seront candidats. Pour cette raison, il est difficile d'établir des comparaisons avec les résultats enregistrés au cours des derniers sondages.

Dans quelle mesure vous sentez-vous bien informé à propos de l'élargissement de mai 2004, c'est-à-dire de l'entrée de dix nouveaux pays dans l'Union européenne ?



En douze mois, la somme des personnes « très bien » (2%) et « assez bien informées » (26%) a progressé de près de dix points. Toutefois, plus de sept Français sur dix continuent d'être « pas très bien » (52%) ou « pas du tout informés » (19%) sur l'élargissement de l'Union européenne. Ces résultats ne se différencient pas de ceux qui sont observés dans les autres pays de l'Union.

Quelle est votre opinion sur l'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux pays au mois de mai 2004 ?



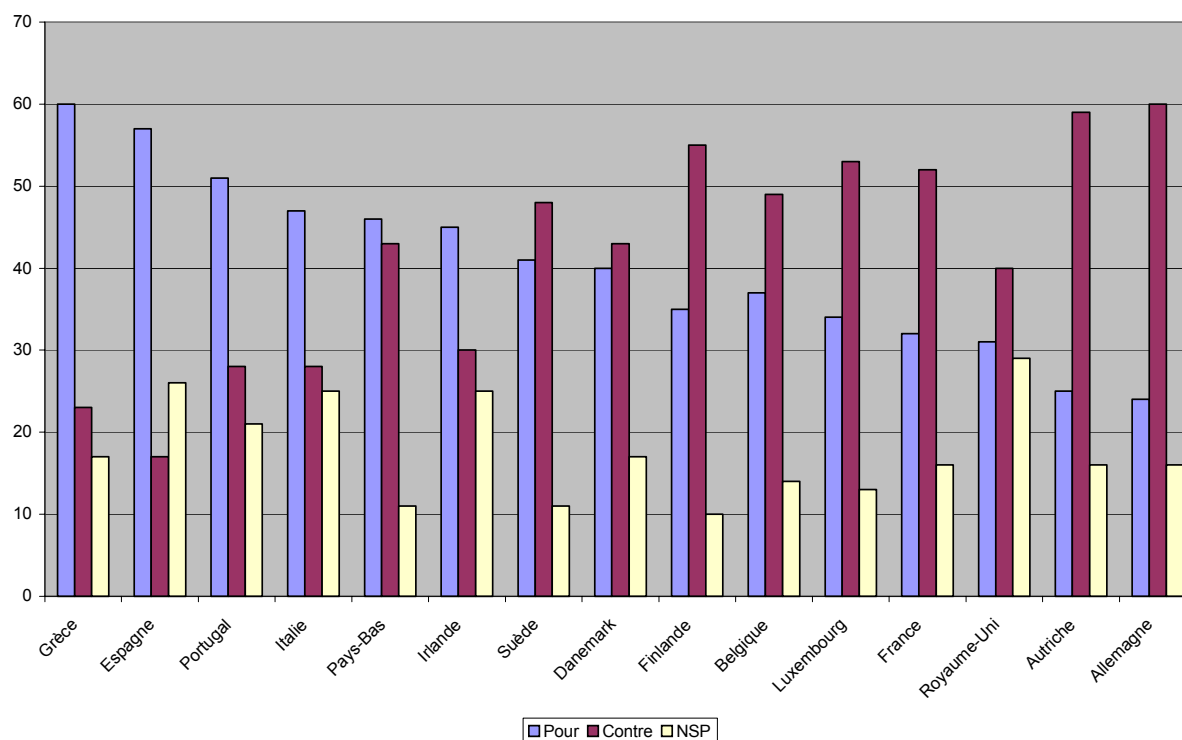
L'EB 61 a été caractérisé par une forte augmentation des opinions hostiles à l'élargissement dans une majorité d'Etats membres. La Grèce (65% d'opinions positives) demeure l'Etat le plus favorable, suivi de l'Irlande (60%), de l'Espagne et du Danemark (63%) et de l'Italie (56%). Viennent ensuite la Suède (54%), le Portugal (52%) et la Finlande (48%).

En dehors de ces Etats, le pourcentage d'opinions négatives l'emporte sur les avis positifs. C'est le cas des Pays Bas (45% contre, 44% pour), de la Belgique (49% et 39%), du Luxembourg (51% et 37%) et au Royaume-Uni (40% et 31%). La baisse des opinions favorables est assez spectaculaire en Autriche (52% contre et 34% pour) et en Allemagne (56% et 28%).

L'opinion française mérite un approfondissement. Favorables à 37% et opposés à 47%, les Français confirment leurs réserves à l'égard de l'élargissement. On constate toutefois une évolution. « Lanterne rouge » depuis plusieurs années, la France quitte le rang de pays le plus opposé à l'élargissement et devance désormais quatre pays. Un autre phénomène mérite d'être observé. Lors du dernier sondage, 34% des Français étaient favorables et 55% hostiles à l'entrée de nouveaux Etats dans l'Union³. Contrairement à ce qui se produit dans les autres pays, les craintes de l'opinion française se sont donc quelque peu apaisées au cours des derniers mois.

³ Rappelons que jusqu'à cette édition, on ne précisait pas de quel élargissement il était question.

Quelle est votre opinion sur l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays dans les années à venir ?



A quelques exceptions près, on retrouve le même ordre que celui du tableau précédent. D'une manière générale, les réticences à l'égard des nouveaux Etats candidats (Bulgarie, Roumanie, Croatie, Turquie...) sont plus fortes par rapport à celles suscitées par l'élargissement de 2004 : le différentiel entre les opinions favorables est d'environ 5 points (moyenne UE-15 : 37% contre 42%).

La France n'échappe pas à la règle : 32% des personnes interrogées se prononcent pour et 47% contre « les élargissements de l'Union dans les années à venir ». Les données ne permettent pas de préciser les raisons de ce phénomène, même si les craintes suscitées par une éventuelle adhésion de la Turquie ont vraisemblablement une influence sur l'opinion publique.

III) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

L'ACTION DE L'UNION EUROPEENNE :

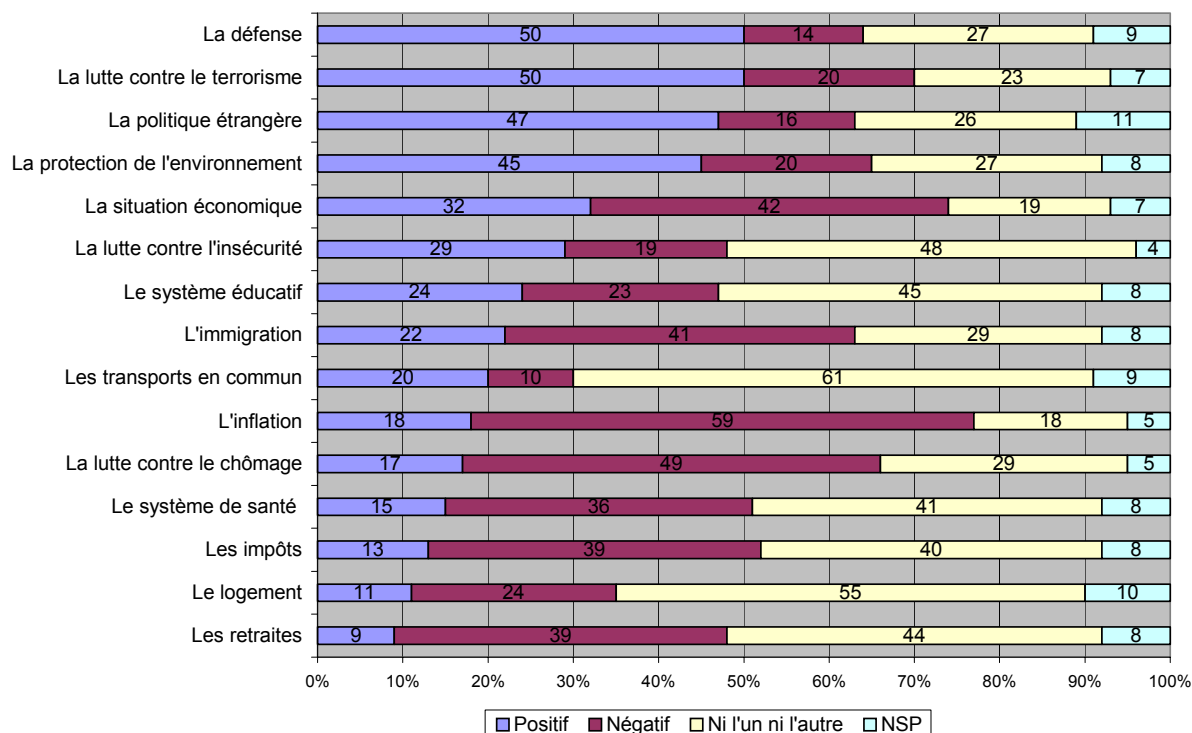
Invités à donner leur sentiment sur le rythme actuel de la construction européenne sur une échelle de 1 à 7⁴, les Français semblent considérer qu'elle avance à une vitesse moyenne : 29% d'entre eux choisit le niveau 4 ; seuls 5% pensent que la construction européenne ne progresse pas et 4% qu'elle avance aussi vite que possible. Si l'on compare cette vitesse à celle qui est souhaitée par les Français, on constate un décalage assez net (voir tableau ci-dessous) :

	1	2	3	4	5	6	7	NSP
Vitesse actuelle (a)	5%	10%	16%	29%	20%	8%	4%	8%
Vitesse souhaitée (b)	6%	5%	8%	14%	22%	19%	14%	12%

	1+2+3	4	5+6+7
Vitesse actuelle (a)	31%	29%	32%
Vitesse souhaitée (b)	19%	14%	55%
Ecart (a-b)	+12%	+15%	-23%

En d'autres termes, les Français souhaitent que la construction européenne aille beaucoup plus vite. Dès lors, il est intéressant de voir comment est jugée, à l'heure actuelle, l'action des institutions communautaires.

Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que l'UE joue un rôle positif, un rôle négatif ou ni l'un ni l'autre ?



⁴ Le niveau 1 correspondant à la proposition « la construction européenne ne bouge pas » et le niveau 7 à la proposition « la construction européenne bouge aussi vite que possible ».

LA POLITIQUE EXTERIEURE

Deux Français sur trois (66%) soutiennent le principe d'une politique étrangère commune de l'Union européenne. Plus encore, ils sont favorables à 75% à la politique de sécurité et de défense commune des Etats membres de l'Union. Ces résultats sont même supérieurs à la moyenne UE-15, qui s'élève respectivement à 65% et à 72%.

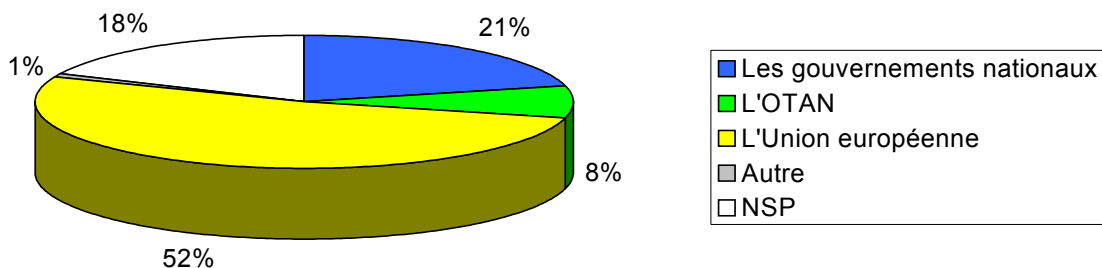
Il convient de préciser le sens que les Français attribuent aux notions de politique étrangère et de politique de sécurité et de défense. Les personnes interrogées ont ainsi été invitées à donner leur opinion sur un certain nombre de sujets (voir tableau ci-dessous).

Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les propositions suivantes ?

	OUI	NON	NSP
Quand une crise internationale éclate, les Etats membres de l'UE devraient s'entendre sur une position commune	85%	7%	8%
L'UE devrait travailler à garantir les droits de l'homme dans chaque Etat membre, même si c'est contraire à la volonté de certains Etats membres	84%	5%	11%
La politique étrangère de l'UE devrait être autonome par rapport à la politique étrangère américaine	78%	9%	13%
L'UE devrait travailler à garantir les droits de l'homme dans le monde même si c'est contraire à la volonté de certains pays	78%	10%	12%
L'UE devrait avoir une force militaire de réaction rapide qui puisse être envoyée rapidement dans les zones de conflit lorsqu'une crise internationale éclate	76%	13%	11%
L'UE devrait avoir son propre siège au Conseil de sécurité de l'ONU	67%	15%	18%
L'UE devrait avoir son propre ministre des Affaires étrangères qui puisse être le porte-parole de la position commune de l'UE	67%	17%	16%
Les Etats membres de l'UE devraient avoir une politique de l'immigration commune à l'égard des personnes venant de pays non membres de l'UE	67%	18%	15%
Les Etats membres de l'UE devraient avoir une politique commune à l'égard des demandeurs d'asile.	66%	17%	17%
Les Etats membres qui ont opté pour la neutralité devraient avoir leur mot à dire dans la politique étrangère de l'Union européenne	46%	34%	20%

La quasi totalité des propositions recueille plus de deux tiers d'opinions favorables. Ce désir d'une politique extérieure commune semble aller de pair avec une plus grande autonomie par rapport à l'allié américain.

Selon vous, les décisions concernant la politique européenne de défense devraient-elles être prises par... ?



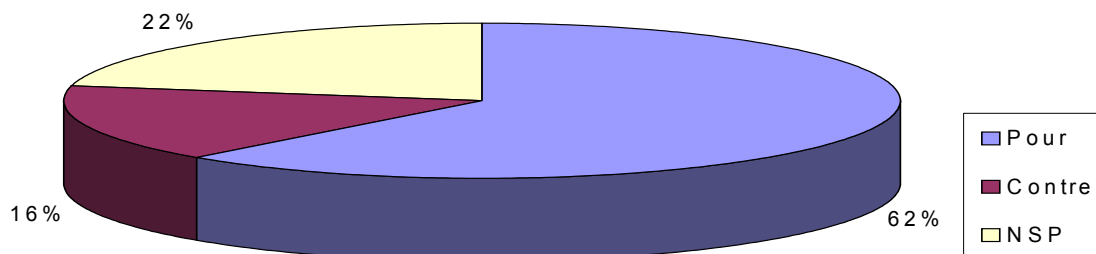
Plus de la moitié des Français (52%, +3%) estime que les décisions en matière de défense devraient être prises au niveau de l'Union européenne (moyenne UE-15 : 46%), 21% (-1%) au niveau des gouvernements nationaux (moyenne UE-15 : 25%) et seuls 8% (-1%) au niveau de l'OTAN (moyenne UE-15 : 14%).

Les Français se situent ainsi parmi les Européens les plus favorables à une défense européenne : on ne retrouve ainsi des pourcentages plus élevés qu'en Italie (63%), au Luxembourg (57%), en Grèce (56%) et en Belgique (53%). Inversement, les opinions les plus réservées à l'égard d'une défense européenne sont celles du Danemark et du Royaume-Uni (26% d'opinions favorables).

LES REFORMES INSTITUTIONNELLES

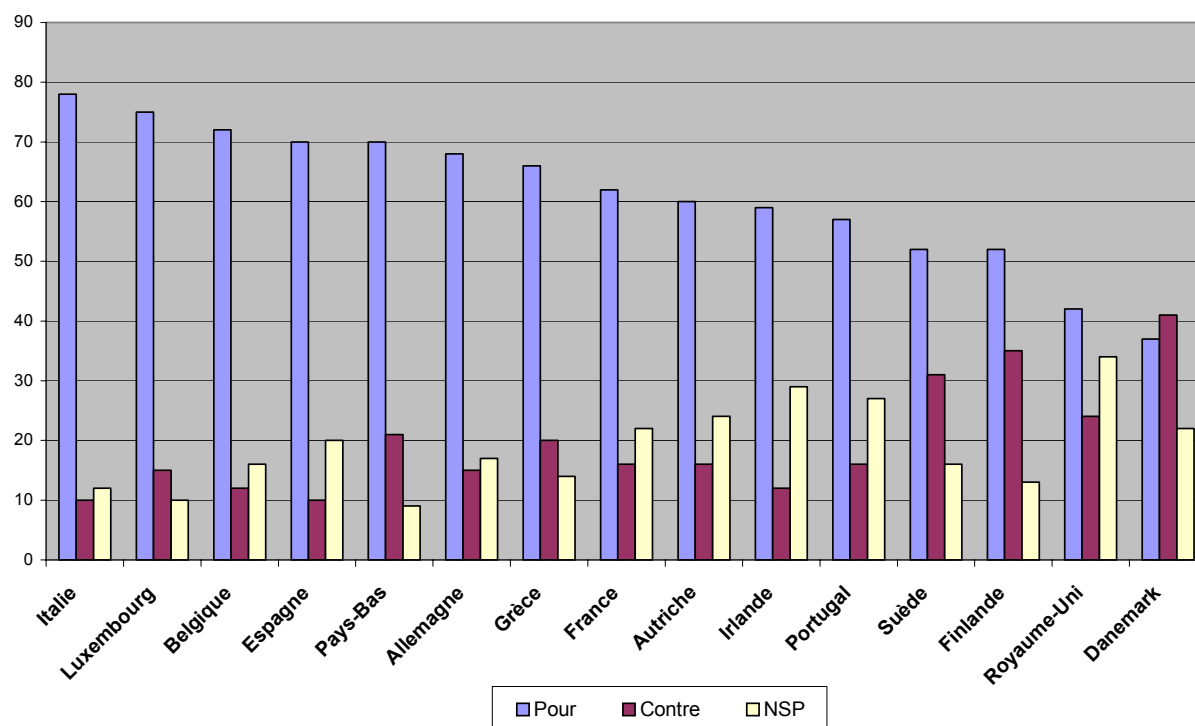
A) LA CONSTITUTION

Pensez-vous que l'Union européenne doit avoir ou pas une Constitution ?



Le soutien au principe d'une constitution européenne⁵ demeure très élevé (62% d'opinions favorables) et gagne même 2 points par rapport à la dernière enquête. Dans le même temps, on constate une forte augmentation des avis contraires (16%, +8%), qui absorbent en grande partie la baisse de la catégorie des indécis (22%, -10%).

Pensez-vous que l'Union européenne doit avoir ou pas une Constitution (UE-15) ?



Comme lors du dernier sondage, les Italiens, les Luxembourgeois et les Belges sont les peuples les plus favorables à une constitution européenne, avec des scores qui dépassent les 70%. A l'autre bout de l'échelle se trouvent les Danois, les Britanniques et les Finlandais. Les Français se situent à mi-chemin entre ces deux groupes de pays : ainsi, les résultats de l'opinion française sont quasiment identiques à la moyenne UE-15 (63% pour et 17% contre, 20% sans avis).

⁵ NB : La question ne précise pas s'il s'agit du projet de Traité constitutionnel présenté par la Convention.

Dans la perspective d'un référendum éventuel sur le texte constitutionnel, il peut être utile d'analyser, en fonction de plusieurs critères, l'attitude de l'opinion française.

1) L'AGE

	15-24 ans	25-39 ans	40-54 ans	> 55 ans
OUI	60% (+4%)	64% (+6%)	61% (-2%)	60% (-2%)
NON	14% (+7%)	14% (+6%)	20% (+10%)	16% (+9%)
SANS AVIS	25%(-12%)	22% (-12%)	19% (-8%)	23% (-8%)

Si l'on retient le critère de l'âge, le soutien au principe d'une constitution est relativement uniforme. Remarquons la forte baisse des indécis, dont les suffrages se répartissent d'une manière égale parmi les 15-39 ans ; en revanche, les rangs des opposants à la Constitution grossissent parmi les personnes de plus de 40 ans.

2) LA PROFESSION

	Cadres	Etudiants	Travailleurs indépendants	Ouvriers	Retraités	Employés	Femmes au foyer	Chômeurs
OUI	72%	71%	63%	61%	60%	57%	55%	52%
NON	12%	11%	20%	14%	19%	19%	21%	20%
NSP	16%	18%	17%	25%	21%	24%	24%	28%

Les cadres sont la catégorie la plus favorable à une constitution européenne, suivis des étudiants et des travailleurs indépendants. On constatera toutefois que les écarts sont plutôt réduits entre les deux extrémités de l'échelle.

3) LES SYMPATHIES POLITIQUES

	« Plutôt à gauche »	« Plutôt au centre »	« Plutôt à droite »
OUI	69% (+5%)	66% (+3%)	57% (-10%)
NON	14% (+5%)	14% (+7%)	22%(+16%)
NSP	17% (-10%)	20% (-10%)	21% (-6%)

On observe un changement sensible en fonction de l'appartenance politique des personnes interrogées. Lors du l'enquête précédente, il n'existait aucune différence significative parmi les sympathisants de gauche, les centristes et les sympathisants de droite.

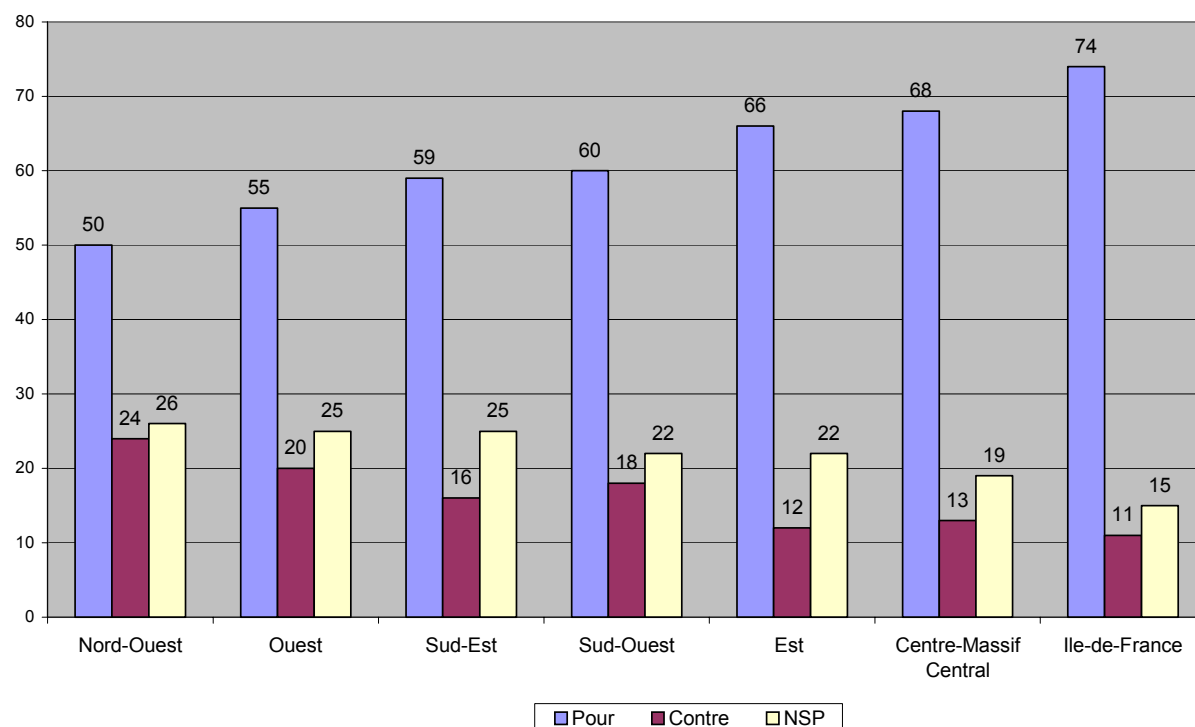
En revanche, le sondage de mars 2004 met en revanche en évidence une forte augmentation des opposants à la constitution dans l'électorat de droite. A gauche et au centre, la baisse du nombre d'indécis se traduit par une hausse équivalente des voix favorables et hostiles à la Constitution.

4) LE LIEU DE RESIDENCE

	Communes rurales	Villes moyennes	Grandes villes
OUI	60%	56%	70%
NON	13%	20%	15%
NSP	27%	24%	15%

Les opinions favorables à une constitution sont légèrement plus fortes dans les grandes villes que dans les agglomérations moyennes et dans les villages. Ces différences se traduisent surtout par une part plus importante des indécis (27% dans les communes rurales et 15% dans les grandes villes) que par une opposition plus marquée.

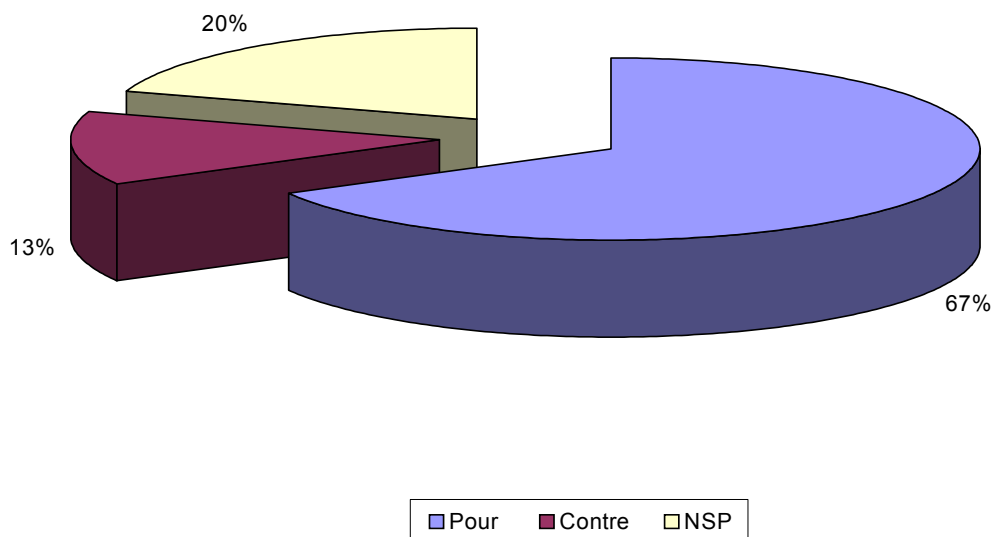
5) LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE



Parmi les sept circonscriptions électorales, l'Ile-de-France est celle où la constitution recueille le plus d'opinions favorables (74%). A l'inverse, on observe les plus fortes réticences (24%) dans la région Nord-Ouest. Toutefois, même dans cette région, les opinions favorables (50%) sont deux fois plus nombreuses que les avis contraires.

B) LA COMMISSION EUROPEENNE

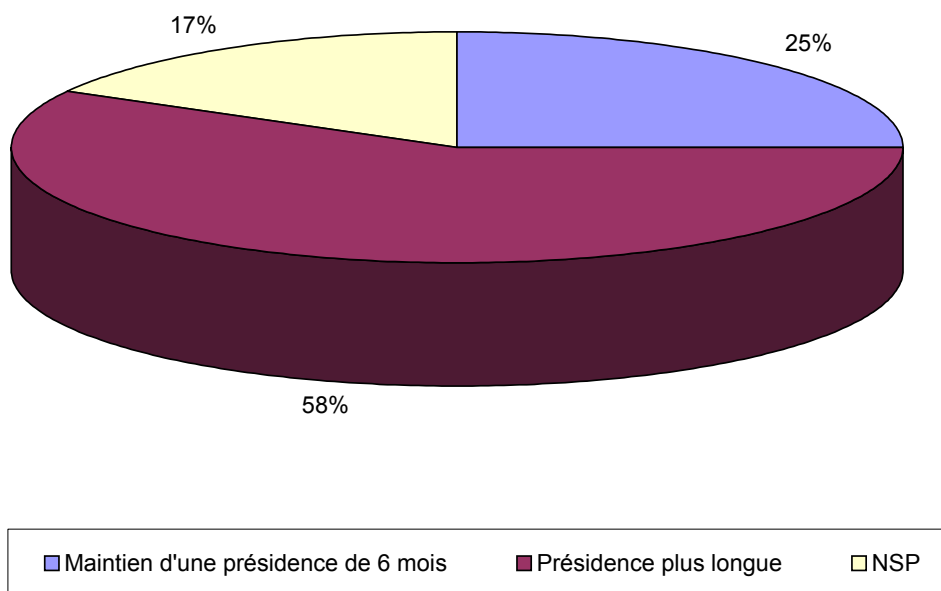
La Commission européenne doit-elle être composée de commissaires venant de chacun des Etats membres ?



Interrogés sur la réforme de la Commission, 67% des Français (-5%) estiment que chaque Etat doit y être représenté par un commissaire ; 13% y sont opposés (+2%) ; enfin, 20% (+4%) n'ont pas d'avis sur la question. Dans ce domaine, la moyenne UE-15 s'élève respectivement à 69%, 11% et 20%, ce qui est très proche des valeurs de l'opinion française.

C) LA REFORME DU CONSEIL EUROPEEN

La présidence du Conseil européen est tenue, à tour de rôle, par chaque pays pour une durée de six mois. Etes-vous favorables au maintien d'une présidence de six mois ou à une présidence plus longue ?



Une majorité de Français (58%) s'oppose au maintien d'une présidence tournante (« six mois sont trop courts pour obtenir des résultats significatifs »), qui n'est soutenue que par 25% des personnes interrogées, pour lesquelles « une présidence tournante donne à chaque Etat membre la possibilité de présider l'Union de façon régulière » (17% ne se prononcent pas).

D) LES REGLES DE VOTE AU CONSEIL

Les règles de vote au Conseil font l'objet de deux questions.

En ce qui concerne le nombre de votes à attribuer aux Etats membres de l'Union, l'opinion des Français n'est pas très tranchée :

- 41% d'entre eux jugent que chacun des Etats membres devrait avoir un seul vote, indépendamment de sa population ;
- 35% estiment au contraire que le nombre de votes par Etat devrait être proportionnel à sa population ;
- 7% opteraient pour « une autre solution » ;
- 17% n'ont pas d'avis sur la question.

Les Français se prononcent à 42% (-2%) pour le maintien de l'unanimité « pour préserver les intérêts nationaux » ; 30% (+3%) pensent que celle-ci devrait être réservée à de très rares domaines ; 11% (+2%) sont favorables à sa suppression « pour rendre l'Europe plus efficace » ; 18% ne répondent pas.

Si le maintien de l'unanimité demeure une opinion majoritaire, on constate toutefois que la suppression et la limitation du droit de veto gagnent constamment du terrain. Cette évolution est sans doute inspirée par la perspective de l'élargissement de l'Union. A ce propos, voici un récapitulatif des trois derniers Eurobaromètres :

	EB 59	EB 60	EB 61
Maintien de l'unanimité	51%	44%	42%
Limitation à de très rares domaines	25%	27%	30%
Suppression du droit de veto	8%	9%	11%
NSP	16%	20%	18%

IV) LES ELECTIONS AU PARLEMENT EUROPEEN

LA PARTICIPATION AUX ELECTIONS EUROPEENNES

A quelques semaines des élections européennes, une part importante de l'opinion française demeure plutôt réservée quant à sa participation au scrutin du 13 juin. Les personnes interrogées ont été invitées à se positionner sur une échelle allant de 1 à 10: le niveau "1" correspond à la certitude de ne pas voter et "10" à la certitude d'aller voter. Le tableau suivant compare deux cas de figure: le vote aux élections présidentielles (a) et le vote aux élections européennes (b).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
a	11%	3%	3%	3%	6%	4%	6%	7%	10%	45%
b	13%	4%	4%	3%	8%	5%	6%	7%	8%	36%

NB: Les "sans opinion" n'ont pas été pris en compte dans ce tableau.

En additionnant les niveaux 1-5, qui correspondent à une faible probabilité de participation, on parvient à un total de 26% pour les élections présidentielles et 32% pour les européennes⁶. Le scrutin européen se confirme ainsi comme moins attrayant par rapport aux élections nationales, tendance que l'on retrouve, sans exception, dans tous les autres pays de l'Union.

Seriez-vous davantage amenés à voter aux élections européennes si... ?

	OUI	NON	Sans avis
... les élections européennes avaient lieu le même jour dans toute l'Union européenne	37%	57%	6%
... les élections locales, régionales ou nationales étaient organisées le même jour que les élections européennes	36%	59%	5%
... il existait des listes régionales de candidats	32%	58%	10%
... il était possible de voter sur Internet	29%	67%	4%
... il était possible de voter sur votre lieu de travail	26%	68%	6%
... la période d'inscription sur les listes électorales était allongée	20%	71%	9%
... des citoyens d'autres Etats membres étaient présents sur les listes de candidats	19%	71%	10%
... les transports publics étaient gratuits le jour des élections	18%	77%	5%
... il y avait des bureaux de vote dans des supermarchés	14%	82%	4%

Comment accroître la participation à ces "élections sans électeurs" ? Aucune des propositions mises en avant par les enquêteurs ne recueille une majorité de suffrages. De plus certaines d'entre elles, comme l'organisation simultanée des élections dans les pays de l'Union ou la régionalisation du scrutin sont, soit en partie soit effectivement, déjà entrées en vigueur. Notons toutefois l'intérêt relatif que suscitent le déroulement simultané des élections européennes avec d'autres scrutins (national, régional ou municipal) et le vote par Internet.

⁶ Le niveau moyen se situe à 7,50 pour les présidentielles et à 6,88 pour les européennes.

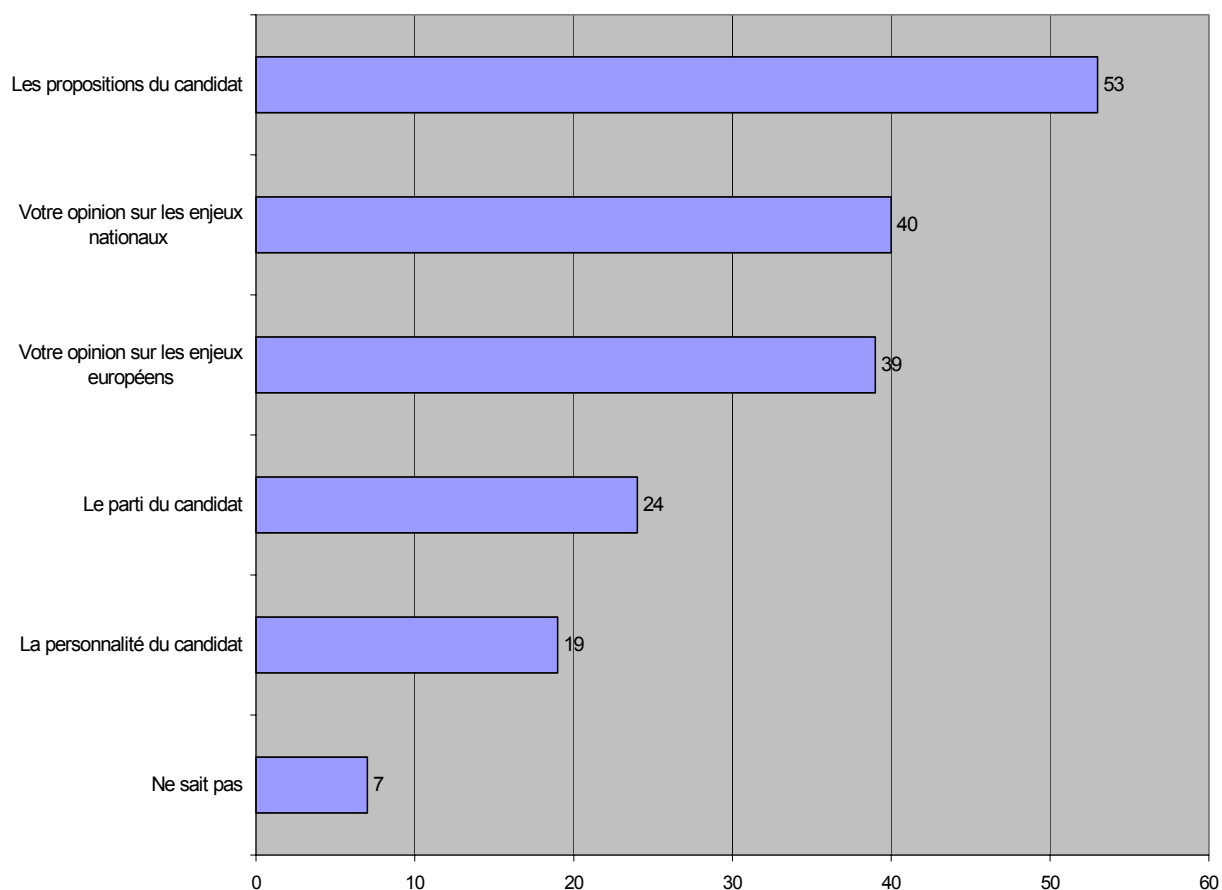
Comment expliquer cette désaffection pour les élections européennes ?

Un élément d'explication se trouve dans la perception que les Français ont du scrutin européen. Seuls 37% d'entre eux estiment que leur voix compte dans l'Union européenne, tandis que 50% sont d'un avis contraire (13% ne se prononcent pas).

Cela est confirmé par le jugement que les Français portent sur la démocratie dans l'UE: 3% en sont "très satisfaits", 41% "plutôt satisfaits", 28% "pas très satisfaits" et 13% pas "du tout satisfaits"⁷.

En additionnant ces deux dernières catégories, on parvient à un total de 41%, ce qui est à peine inférieur à la somme des "très satisfaits" et des "plutôt satisfaits" (44%). A titre de comparaison, 5% sont "très satisfaits", 50% "plutôt satisfaits", 28% "pas très satisfaits" et 13% "pas du tout satisfaits" du fonctionnement de la démocratie en France.

Si vous allez voter aux prochaines élections européennes, quels seront les principaux éléments qui motiveront votre choix (plusieurs réponses possibles) ?



Parmi les éléments qui motiveront le choix des électeurs, les propositions du candidat arrivent largement en tête (53%). Les enjeux européens (39%) font quasiment jeu égal avec les enjeux nationaux (40%). Moins d'un quart des Français attribuent une importance déterminante au parti (24%) et à la personnalité du candidat (19%).

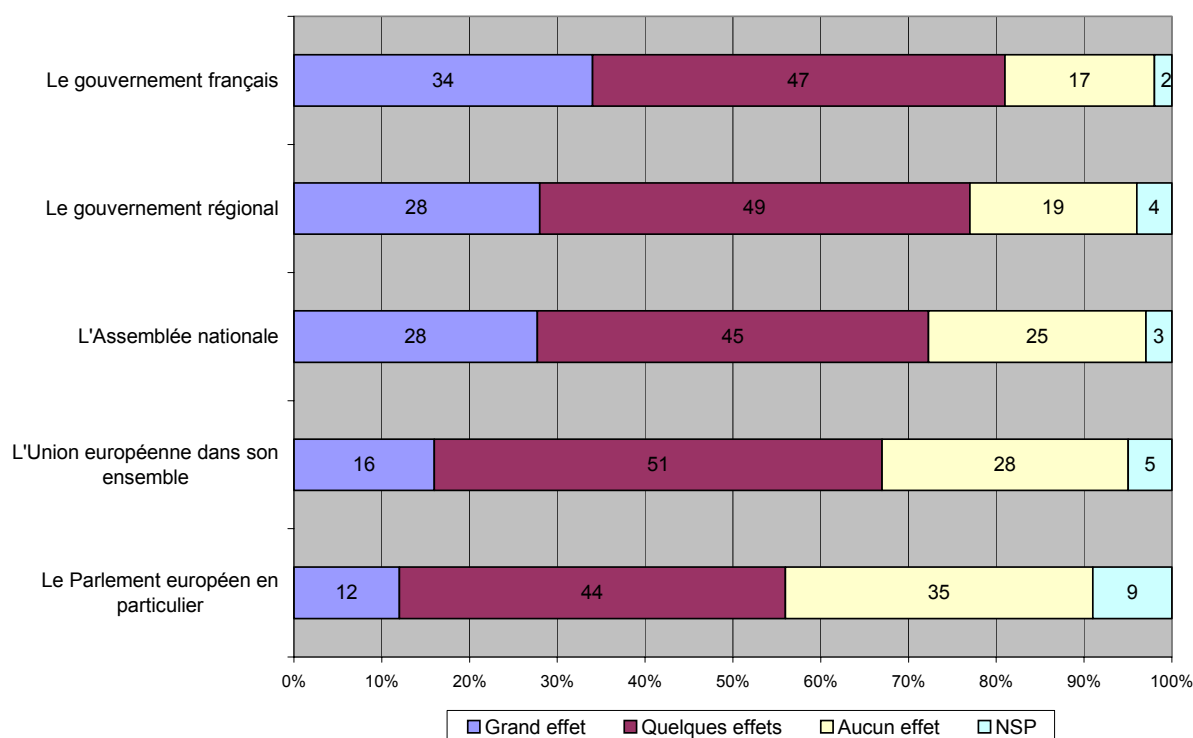
⁷ 15% ne se prononcent pas.

LE ROLE DU PARLEMENT EUROPEEN

Vingt-cinq ans après les premières élections européennes, comment est perçu le rôle du Parlement européen ? Environ un tiers des personnes interrogées pensent que leurs intérêts sont « très bien » (3%) ou « plutôt bien » (27%) défendus par les députés européens. En revanche, 32% sont « plutôt en désaccord » et 16% « totalement en désaccord » avec cette proposition.

La comparaison avec les institutions nationales est particulièrement éclairante. Si 35% des Français estiment que les pouvoirs du Parlement sont plus importants que ceux de l'Assemblée nationale, 41% sont d'une opinion contraire. Cela est à mettre en relation avec la manière dont sont perçues les décisions du Parlement européen, comme le montre le tableau ci-dessous :

Pour chacune des institutions suivantes, pouvez-vous me dire si ses activités ont un grand effet, quelques effets ou aucun effet sur des personnes comme vous ?



Si huit Français sur dix estiment que les décisions du gouvernement ont un grand effet (34%) ou quelques effets (47%) sur leur vie, les résultats sont plus nuancés en ce qui concerne le Parlement européen : 12% des personnes interrogées estiment que ses activités ont un grand effet et 44% quelques effets en ce qui les concerne personnellement.

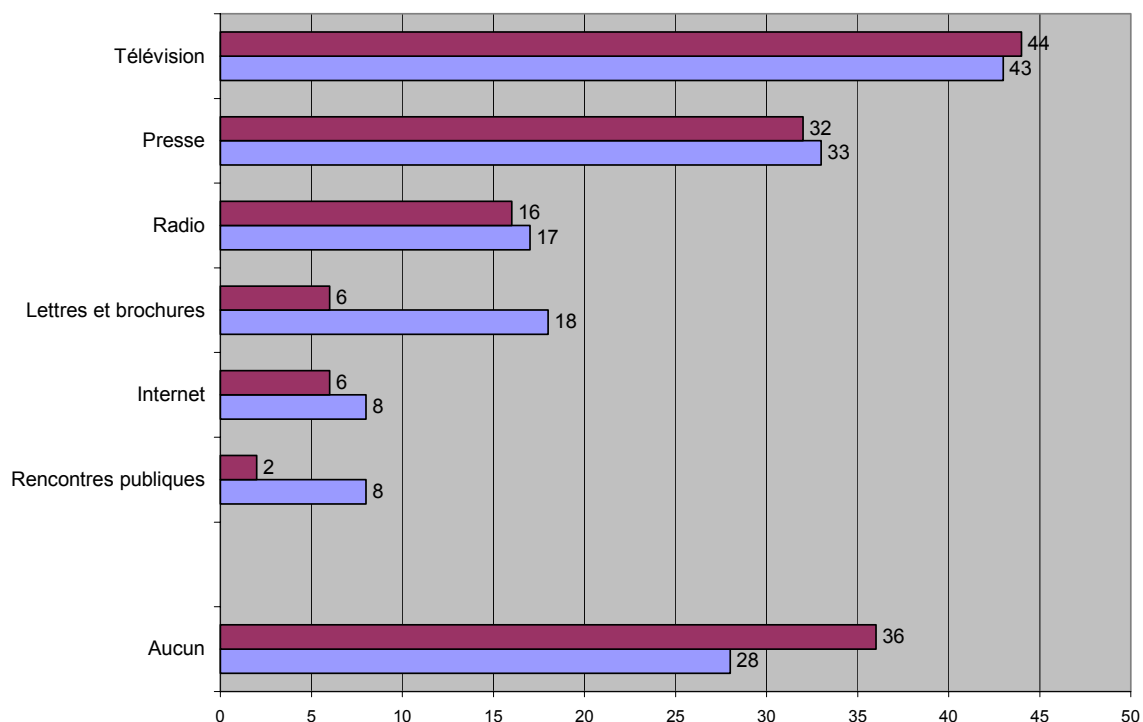
On ne remarque pas de différence significative en fonction de l'appartenance politique : ainsi, 12% des sympathisants de gauche, 13% des centristes et 12% des sympathisants de droite attribuent un grand effet et respectivement 44%, 50% et 44% quelques effets aux décisions du Parlement européen.

Parmi les catégories qui n'accordent aucune portée à l'action du Parlement européen, on retrouve dans l'ordre les chômeurs (43%), les retraités (37%) et les femmes au foyer (37%).

Quel est le degré de visibilité des députés européens ? Les personnes interrogées ont été invitées à indiquer par quels moyens de communication ils ont pu suivre l'activité des députés européens (a), puis à préciser comment ils souhaiteraient en être informés (b).

a) Depuis les dernières élections (1999), par quel moyen avez-vous eu connaissance des activités du Parlement européen ?

b) Par quel moyen, souhaiteriez-vous en prendre connaissance personnellement ?

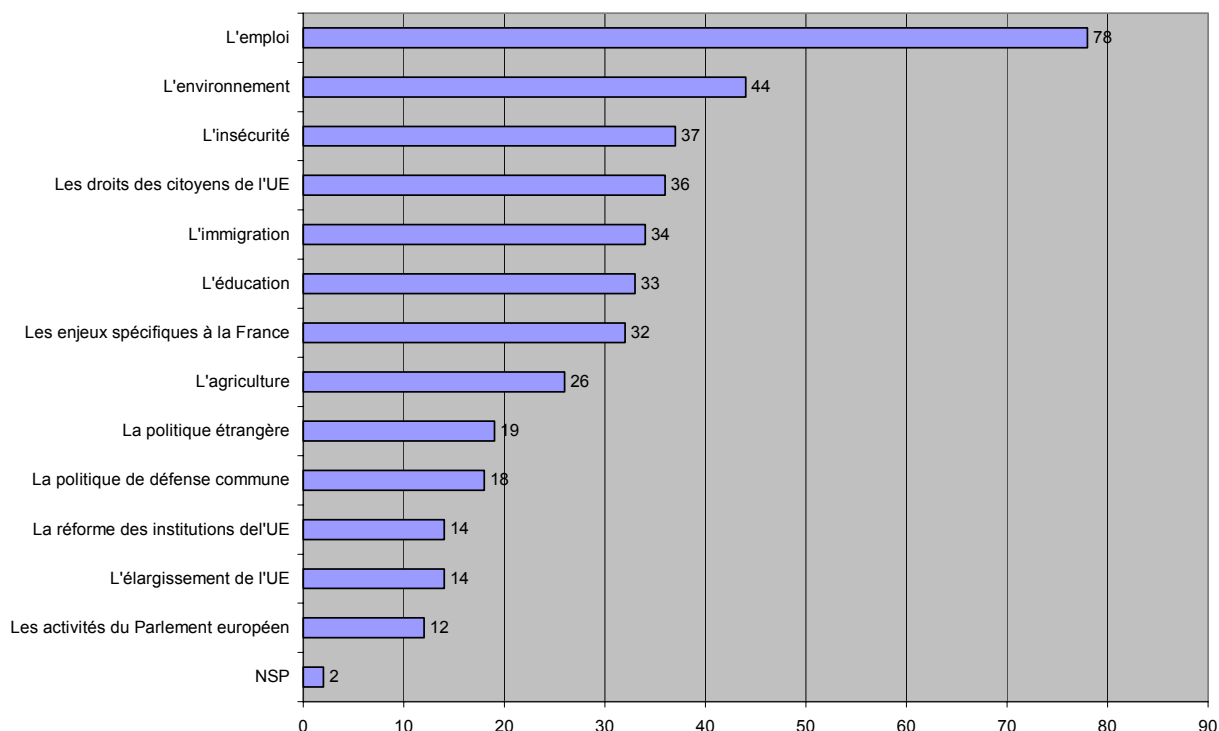


Au cours des cinq dernières années, les électeurs ont vu, entendu ou eu des contacts avec les députés européens par le biais de la télévision (44%), de la presse (32%), de la radio (16%), des lettres (6%), d'Internet (6%) et de réunions publiques (2%). Plus d'un tiers des personnes interrogées n'a eu aucune nouvelle des parlementaires européens depuis les dernières élections.

La comparaison entre moyens de communication souhaités et effectivement utilisés montre des résultats très proches. On constate toutefois un manque d'information sous des formes de type traditionnel, comme les lettres et brochures (souhaitées par 18% des Français) et les rencontres publiques (souhaitées par 8 des personnes interrogées).

LES THEMES DE CAMPAGNE

A votre avis, sur quels sujets la campagne pour les prochaines élections européennes devrait-elle surtout mettre l'accent (plusieurs réponses possibles) ?



Parmi les sujets que les Français souhaitent voir aborder au cours de la campagne, l'emploi (mis en avant par 78% des personnes interrogées) arrive largement devant l'environnement (44%), l'insécurité (37%), les droits des citoyens de l'Union européenne (36%), l'immigration (34%) et l'éducation (33%), les enjeux spécifiques à la France (32%) et l'agriculture (26%). Les autres sujets, pourtant à l'ordre du jour de l'agenda européen, comme la politique étrangère, la défense commune, la réforme des institutions ou l'élargissement ne dépassent pas la barre des 20%.

L'opinion française se distingue-t-elle de celle des autres pays européens ? Dans l'ensemble, le classement des thèmes de campagne est très proche de la moyenne européenne. Ainsi, l'intérêt accordé à l'élargissement et à la réforme des institutions (14%) ou aux activités du Parlement européen (12%) est identique à la moyenne UE-15. On note toutefois quelques particularités :

- Les Français sont moins attentifs aux thèmes de l'immigration (écart négatif de 11%) et de la lutte contre la criminalité (-8%) par rapport à la moyenne UE-15.
- Il existe en revanche une forte sensibilité au thème de l'emploi, qui est mis en avant par 78% des Français, alors que la moyenne UE-15 s'élève à 59% (écart positif de 19%)
- De même, le thème de l'environnement est privilégié par 44% des Français, avec un écart positif de 10 points par rapport à la moyenne UE-15 (34%). Dans ce domaine, la France se place désormais au troisième rang européen, derrière la Suède (56%) et le Danemark (54%)
- Enfin, on constate une légère préférence pour les thèmes des droits des citoyens (écart positif de 3 points) et de l'agriculture (écart positif de 2%).

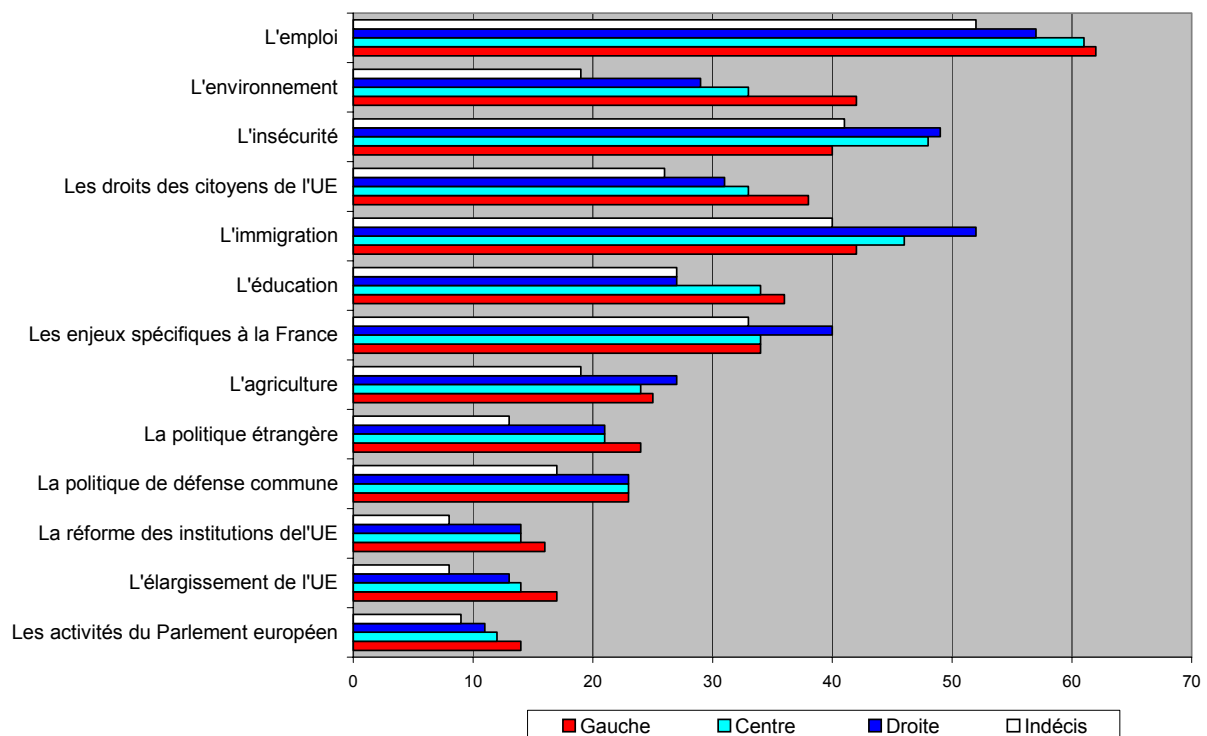
Il est intéressant d'étudier les préférences des électeurs en fonction de plusieurs critères :

1) L'AGE :

- Les cinq thèmes auxquels les 15-24 ans attachent le plus d'importance sont l'emploi (58%), l'éducation (39%), l'insécurité (38%), l'environnement (36%) et les droits des citoyens européens (36%).
- Pour les 25-39 ans, il s'agit de l'emploi (60%), de l'immigration (42%), de l'insécurité (42%) et des enjeux spécifiques à la France (35%).
- Les 40-49 ans mettent en avant l'emploi (61%), l'immigration (46%), l'insécurité (45%), l'environnement (38%) et l'éducation (32%).
- Les plus de 55 ans privilégient l'emploi (56%), l'insécurité (50%), l'immigration (48%), les enjeux spécifiques à la France (39%) et les droits des citoyens européens (32%).

L'âge n'est donc pas un critère discriminant, si ce n'est sur le thème de l'éducation.

2) L'APPARTENANCE POLITIQUE :

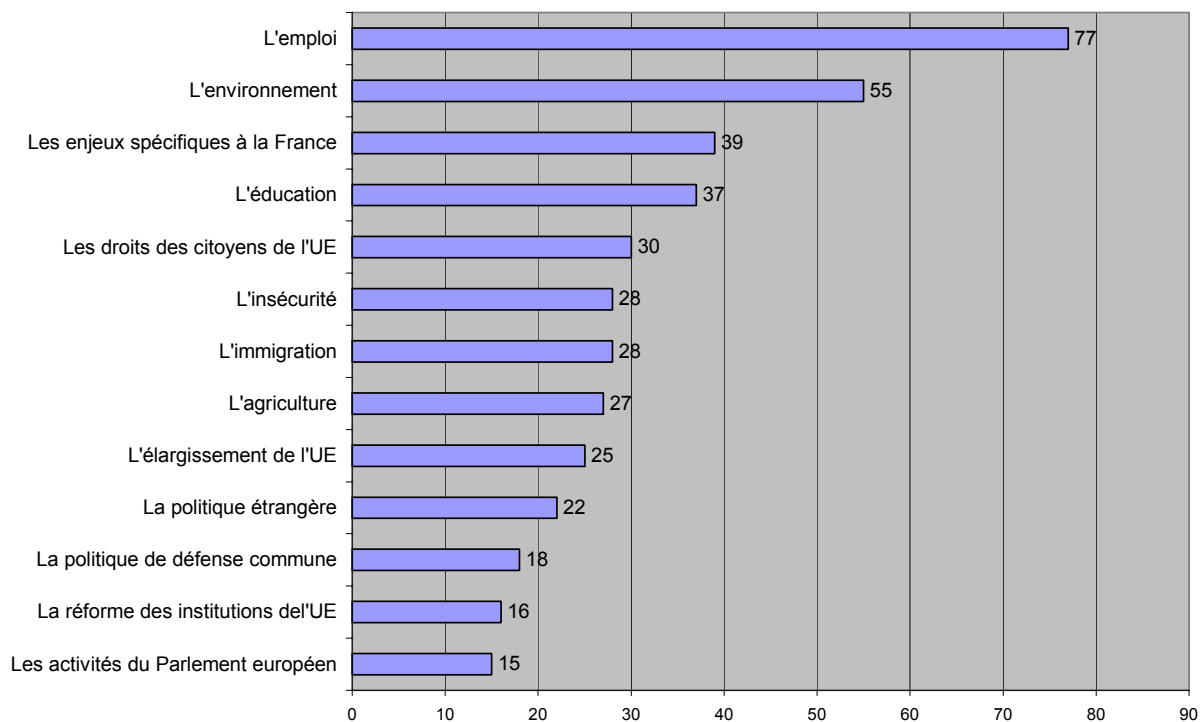


- L'électorat de gauche affiche une légère préférence pour les thèmes de l'environnement (41%), des droits de citoyens européens (38%) et de l'éducation (36%).
- L'électorat de droite est plus sensible aux thèmes de l'immigration (52%), de la sécurité (49%) et des enjeux spécifiques à la France (40%).
- En matière d'emploi, d'agriculture, de politique étrangère et de défense commune, les différences entre sympathisants de gauche, de droite ou du centre sont peu significatives.

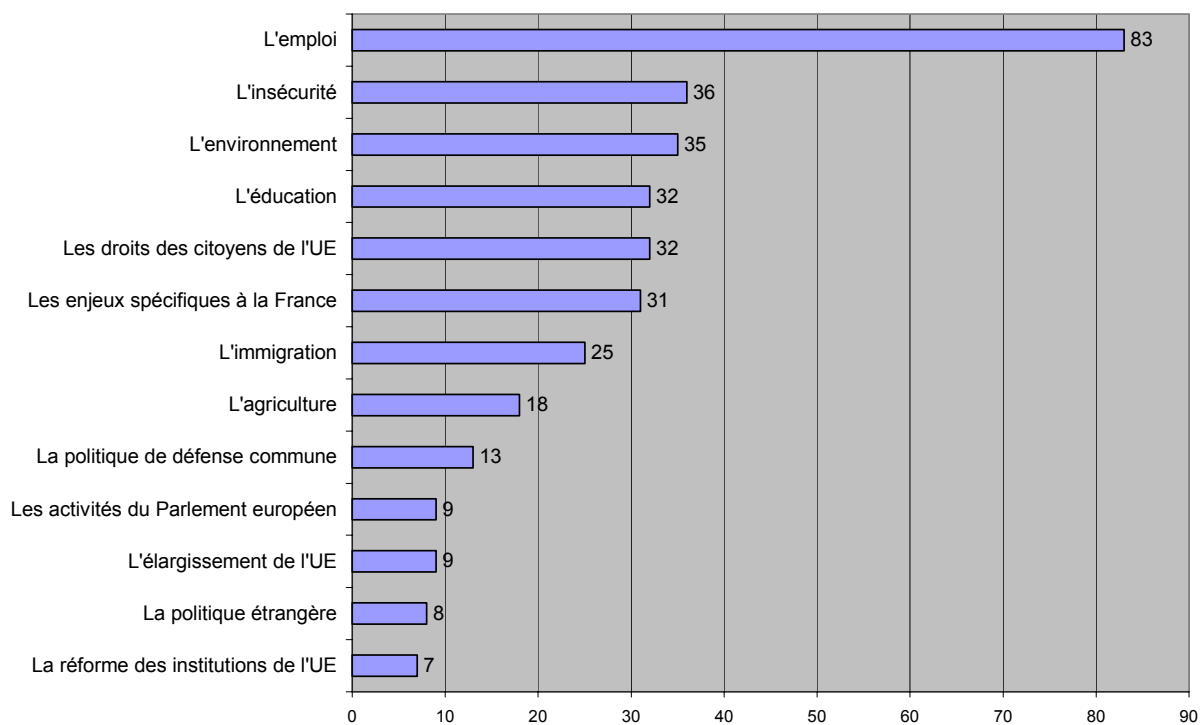
3) LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE :

Le nouveau découpage effectué par les instituts de sondage permet de mettre en évidence les originalités de chacune des sept circonscriptions électorales :

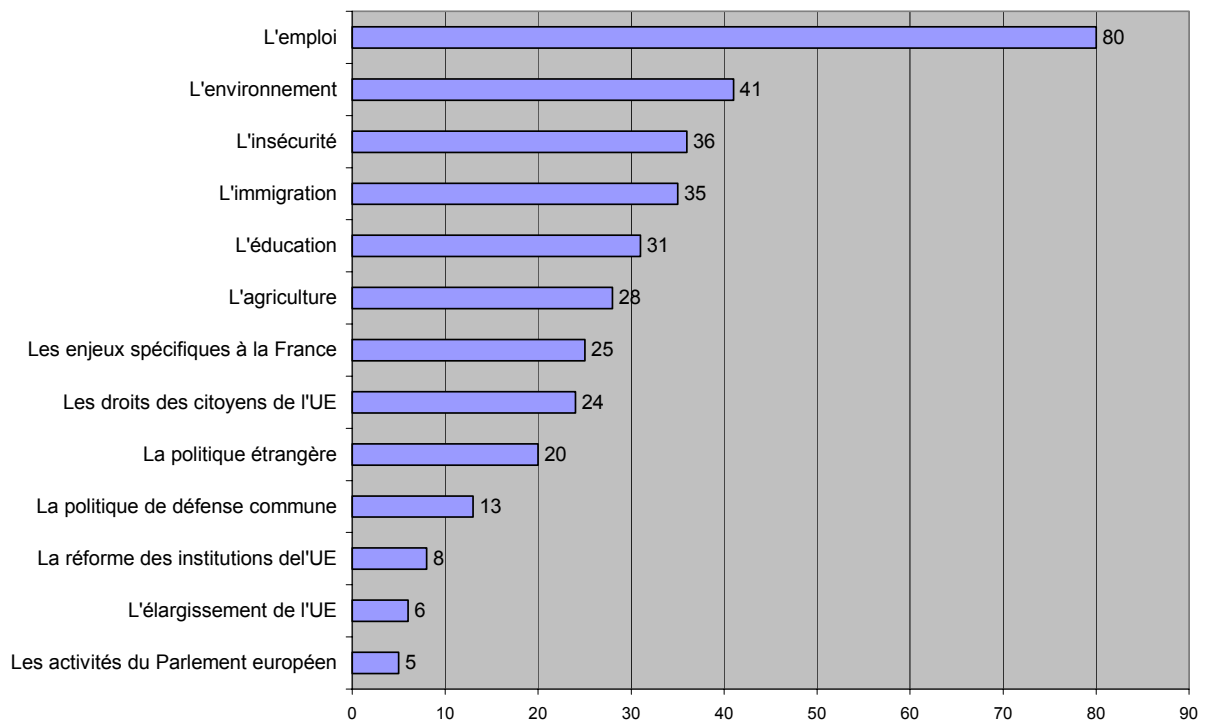
- Ile-de-France



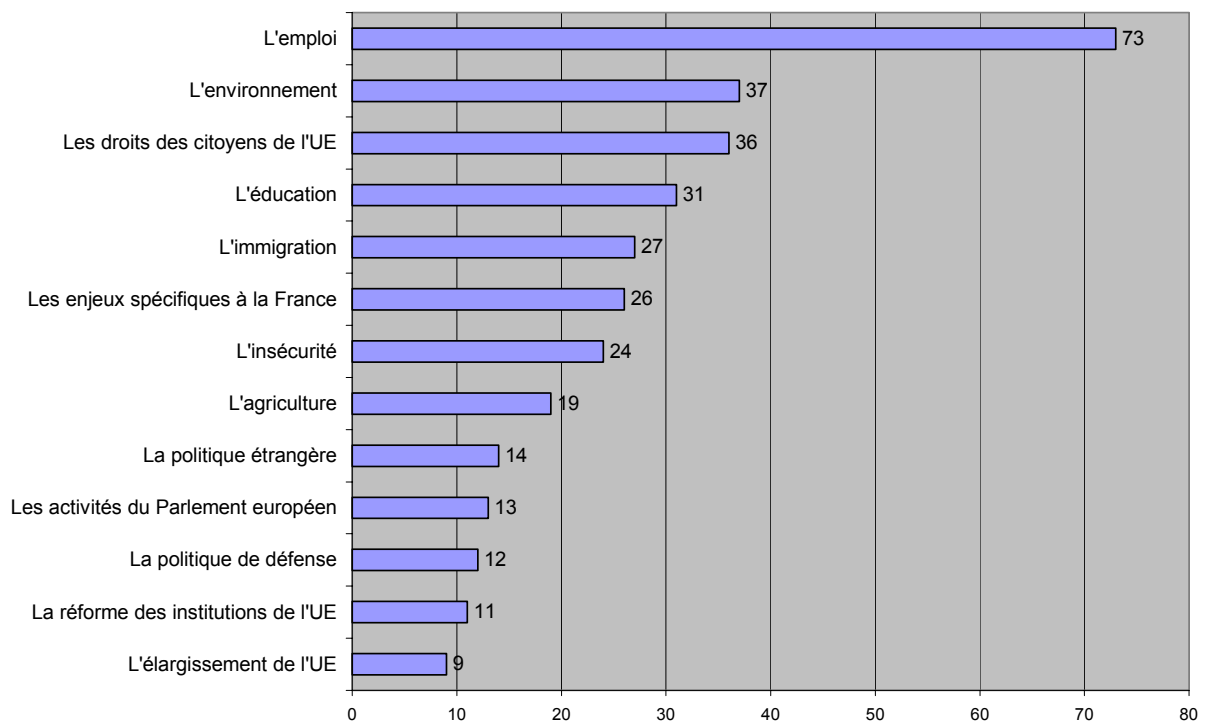
- Nord-Ouest



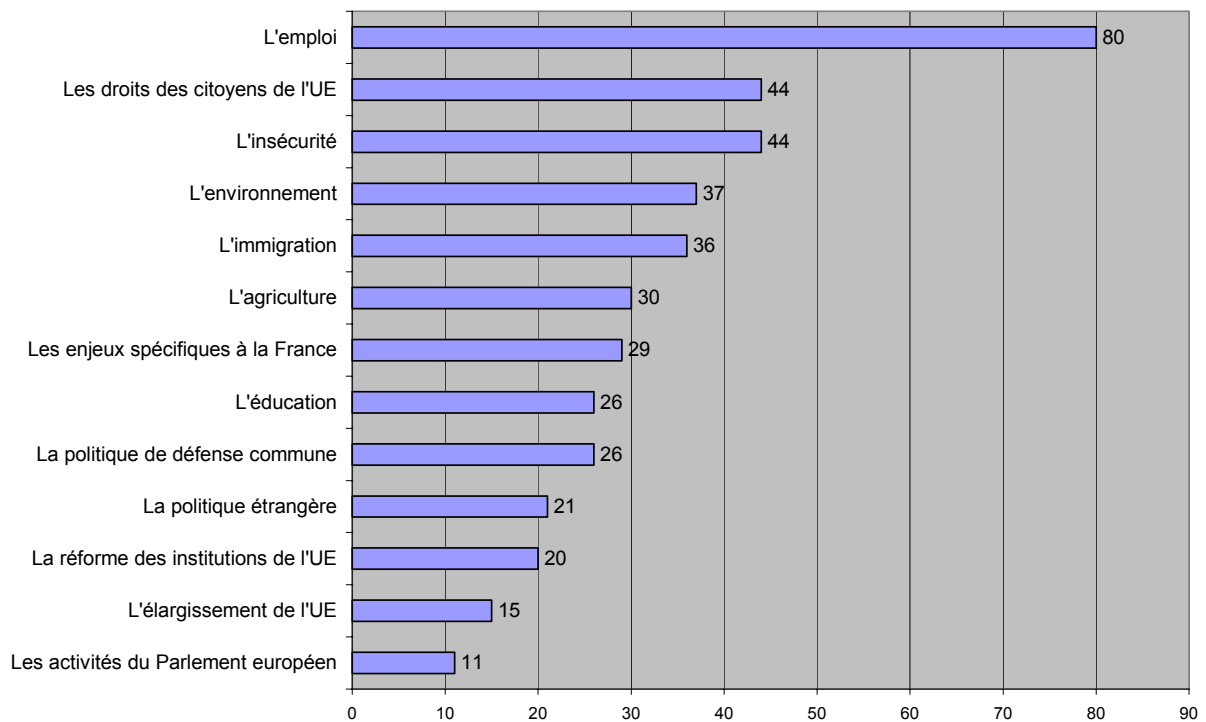
- Ouest



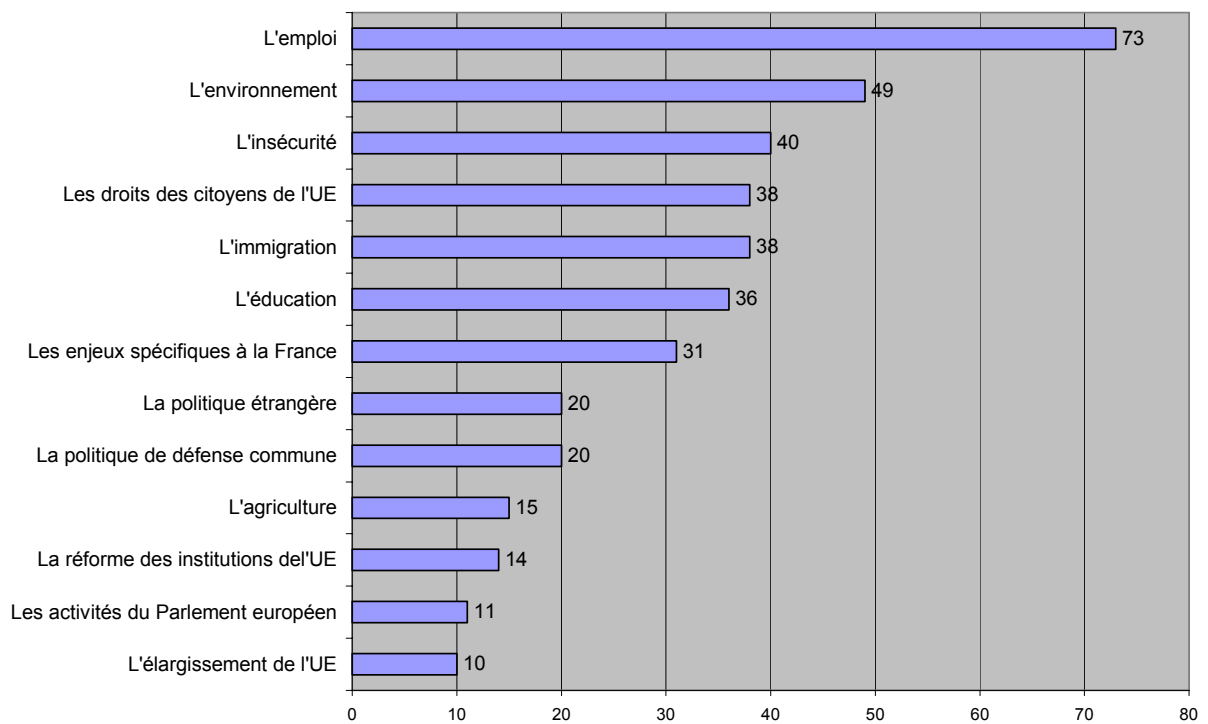
- Centre-Massif central



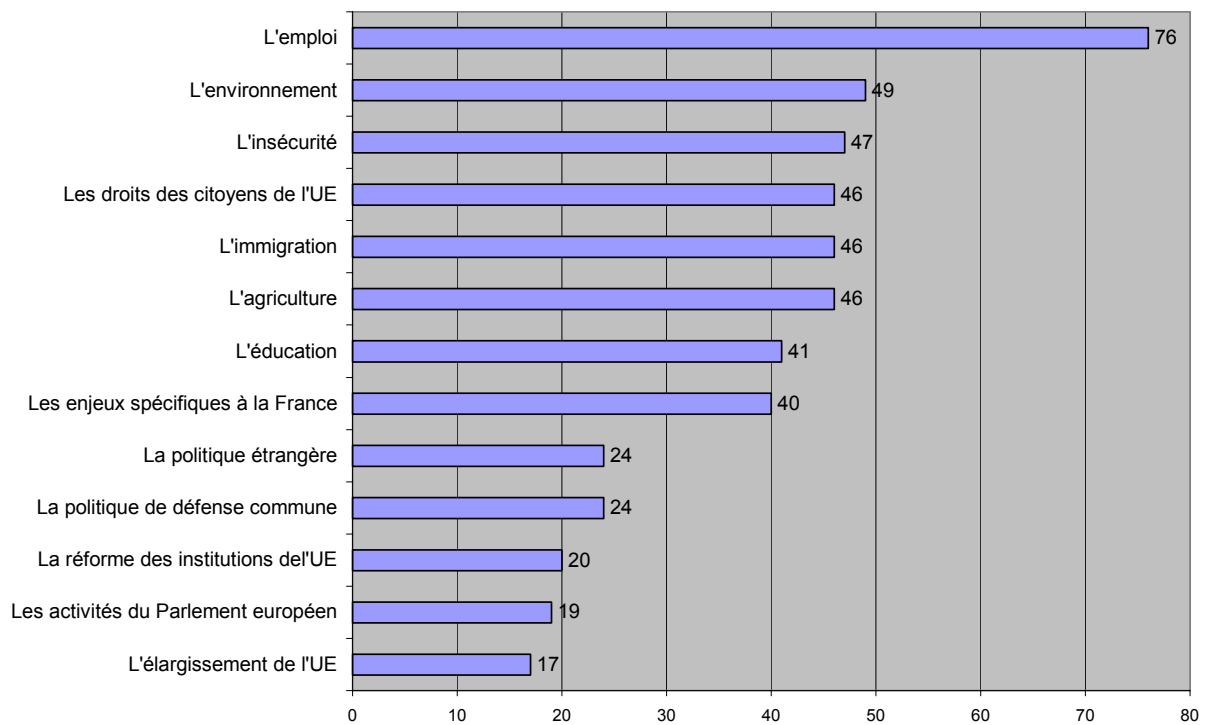
- Est



- Sud-Est



- Sud-Ouest



Dans l'ensemble, on ne constate pas de différence majeure entre les différentes circonscriptions électorales : l'emploi, l'environnement et l'insécurité arrivent presque partout aux trois premiers rangs. On remarquera toutefois une plus forte sensibilité à certains thèmes et notamment :

- Un plus grand intérêt pour les questions liées à la politique étrangère, à l'élargissement et à la réforme des institutions dans la circonscription Ile-de-France.
- Une sensibilité particulière pour le thème de l'environnement en Ile-de-France, dans le Sud-Est et le Sud-Ouest (avec un écart positif de 10 points par rapport à la moyenne française).
- Une attention particulière pour les questions agricoles dans les circonscriptions Sud-Ouest (46%) et Est (30%), alors que la moyenne française s'élève à 26%

CONCLUSION

Les résultats de l'Eurobaromètre 61.1 se situent dans la continuité des enquêtes réalisées au cours des deux dernières années.

En dépit des signes avant-coureurs d'une reprise économique, les Français demeurent sceptiques sur une amélioration du marché de l'emploi et, plus généralement, sur leur situation personnelle dans les années à venir. Les craintes liées au chômage et à la mondialisation se traduisent, entre autres, par une lente érosion des indicateurs de confiance à l'égard des institutions, qu'elles soient nationales ou internationales. Si l'attachement à l'Union européenne et à ses institutions reste assez fort, on constate toutefois une montée soutenue des opinions négatives (bénéfices retirés par l'appartenance de la France et image de l'Union européenne). En revanche, les Français soutiennent très largement l'euro, avec 2/3 d'opinions favorables.

En ce qui concerne l'élargissement (ou mieux les élargissements, celui de 2004 et ceux des années à venir), l'opinion continue à manifester de fortes résistances, même si l'on constate une amélioration de quelques points par rapport aux enquêtes précédentes. Surtout, les réticences de l'opinion française ne sont plus un cas isolé au sein de l'Union européenne (ce qui était le cas jusqu'à il y a une année). La situation évoluera sans doute au cours des prochains mois, quand on aura une première mesure des effets induits par l'entrée des nouveaux membres de l'Union.

En ce qui concerne le débat sur l'avenir de l'Europe, certaines tendances semblent s'affirmer au sein de l'opinion publique. On constate une très forte adhésion au principe d'une constitution européenne et d'une politique étrangère commune, qui sont soutenues respectivement par 62% et 68% des personnes interrogées. Le précédent du traité de Maastricht incite toutefois à la prudence sur les résultats d'un éventuel référendum, d'autant plus que les Français continuent d'être plutôt mal renseignés sur les questions européennes, comme le montrent les tests de connaissances effectués lors de ce sondage. Une action d'information sur les enjeux du futur texte constitutionnel, avec une attention particulière pour les publics « sensibles », semble donc plus que jamais nécessaire.

ANNEXES

STANDARD EUROBAROMETER 61 : TECHNICAL SPECIFICATIONS

Between 20th February and 28th March 2004, the European Opinion Research Group, a consortium of Market and Public Opinion Research agencies, made out of INRA in Belgium – I.C.O. and GfK Worldwide, carried out wave 61 of the standard Eurobarometer, on request of the EUROPEAN COMMISSION, Directorate-General Press and Communication, Opinion Polls.

The Standard EUROBAROMETER 61 covers the population of the respective nationalities of the European Union Member States, aged 15 years and over, resident in each of the Member States. The basic sample design applied in all Member States is a multi-stage, random (probability) one. In each EU country, a number of sampling points was drawn with probability proportional to population size (for a total coverage of the country) and to population density.

For doing so, the points were drawn systematically from each of the "administrative regional units", after stratification by individual unit and type of area. They thus represent the whole territory of the Member States according to the EUROSTAT NUTS 2 (or equivalent) and according to the distribution of the resident population of the respective EU-nationalities in terms of metropolitan, urban and rural areas. In each of the selected sampling points, a starting address was drawn, at random. Further addresses were selected as every Nth address by standard random route procedures, from the initial address. In each household, the respondent was drawn, at random. All interviews were face-to-face in people's home and in the appropriate national language.

<u>COUNTRIES</u>	<u>INSTITUTES</u>	<u>N°</u> <u>INTERVIEWS</u>	<u>FIELDWORK DATES</u>	<u>POPULATION 15+ (x 000)</u>
Belgium	INRA/IPSOS BELGIUM	1012	25/02 – 28/03	8,458
Denmark	GfK DENMARK	1000	21/02 – 24/03	4,355
Germany (East)	INRA/IPSOS DEUTSCHLAND	1037	22/02 – 11/03	13,164
Germany (West)	INRA/IPSOS DEUTSCHLAND	1032	20/02 – 10/03	56,319
Greece	MARKET ANALYSIS	1005	29/02 – 26/03	8,899
Spain	INRA/IPSOS ESPAÑA	1000	22/02 – 18/03	34,239
France	CSA-TMO	1019	22/02 – 10/03	47,936
Ireland	LANSDOWNE Market Research	1001	23/02 – 19/03	3,004
Italy	Demoskopea	1025	25/02 – 16/03	49,531
Luxembourg	ILRes	619	23/02 – 23/03	357
The Netherlands	INTOMART	1044	25/02 – 24/03	13,010
Austria	SPECTRA	1052	24/02 – 22/03	6,770
Portugal	METRIS	1000	23/02 – 17/03	8,620
Finland	MDC MARKETING RESEARCH	1027	26/02 – 28/03	4,245
Sweden	GfK SVERIGE	1000	23/02 – 19/03	7,252
Great Britain	MARTIN HAMBLIN LTD	1035	22/02 – 14/03	46,370
Northern Ireland	ULSTER MARKETING SURVEYS	308	25/02 – 17/03	1,314
TOTAL NUMBER OF INTERVIEWS		16216		

For each country a comparison between the sample and the universe was carried out. The Universe description was derived from Eurostat population data or from national statistics. For all EU member-countries a national weighting procedure, using marginal and intercellular weighting, was carried out based on this Universe description. As such in all countries, minimum gender, age, region NUTS 2 were introduced in the iteration procedure. For international weighting (i.e. EU averages), INRA (EUROPE) applies the official population figures as provided by EUROSTAT or national statistic offices. The total population figures for input in this post-weighting procedure are listed above.

The results of the Eurobarometer studies are reported in the form of tables, datafiles and analyses. Per question a table of results is given with the full question text in English, French and German. The results are expressed as a percentage of the total. The results of the Eurobarometer surveys are analysed and made available through the Directorate-General Press and Communication, Opinion Polls of the European Commission, rue de la Loi 200, B-1049 Brussels. The results are published on the Internet server of the European Commission: http://europa.eu.int/comm/public_opinion/. All Eurobarometer datafiles are stored at the Zentral Archiv (Universität Köln, Bachemer Strasse, 40, D-50869 Köln-Lindenthal), available through the CESSDA Database <http://www.nsd.uib.no/cessda/europe.html>. They are at the disposal of all institutes members of the European Consortium for Political Research (Essex), of the Inter-University Consortium for Political and Social Research (Michigan) and of all those interested in social science research.

Readers are reminded that survey results are estimations, the accuracy of which, everything being equal, rests upon the sample size and upon the observed percentage. With samples of about 1,000 interviews, the real percentages vary within the following confidence limits:

Observed percentages	10% or 90%	20% or 80%	30% or 70%	40% or 60%	50%
Confidence limits	± 1.9%	± 2.5%	± 2.7%	± 3.0%	± 3.1%

A. VOTRE NUMERO D'ETUDE

--	--	--	--	--

B. CODE PAYS

--	--

C. NOTRE NUMERO D'ETUDE

6	1
---	---

D. NUMERO DE L'INTERVIEW

--	--	--	--	--	--

E. SPLIT BALLOT

1	<input type="checkbox"/>	A
---	--------------------------	---

2	<input type="checkbox"/>	B
---	--------------------------	---

Q.1. Quelle est votre nationalité ? Veuillez indiquer le (ou les) pays qui s'applique(nt).
(PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Belgique	1,
Danemark	2,
Allemagne	3,
Grèce	4,
Espagne	5,
France	6,
Irlande	7,
Italie	8,
Luxembourg	9,
Pays-Bas	10,
Portugal	11,
Royaume-Uni (Grande Bretagne, Irlande du Nord)	12,
Autriche	13,
Suède	14,
Finlande	15,
Autre pays	16,
NSP	17,

—> Q.2

—> Fin de
l'interview

Q.2. Quand vous êtes entre amis, diriez-vous qu'il vous arrive souvent, de temps en temps ou jamais de discuter politique ?

Souvent..... 1
 De temps en temps..... 2
 Jamais 3
 NSP 4

Q.3. Quand vous avez une opinion à laquelle vous tenez beaucoup, vous arrive-t-il de convaincre vos amis, vos collègues, vos relations d'adopter cette opinion ? Cela vous arrive-t-il ... ? (LIRE)

souvent 1
 de temps en temps 2
 rarement 3
 jamais 4
 NSP 5

Q.4. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

	LIRE	MEILLEURS	MOINS BONS	SANS CHANGEMENT	NSP
1	votre vie en général	1	2	3	4
2	la situation économique en France	1	2	3	4
3	la situation financière de votre ménage	1	2	3	4
4	la situation de l'emploi en France	1	2	3	4
5	votre situation professionnelle	1	2	3	4

Q.5. Si vous comparez votre situation actuelle à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle s'est améliorée, qu'elle est restée à peu près la même ou qu'elle s'est dégradée ?

S'est améliorée 1
 Restée la même..... 2
 S'est dégradée..... 3

NSP	4
-----------	---

Q.6. Au cours des cinq années à venir, vous attendez-vous à ce que votre situation personnelle s'améliore, reste à peu près la même ou se dégrade ?

S'améliore 1
 Reste la même 2
 Se dégrade 3
 NSP 4

Q.7. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?

	LIRE	PLUTOT CONFIANCE	PLUTOT PAS CONFIANCE	NSP
1	La presse écrite	1	2	3
2	La radio	1	2	3
3	La télévision	1	2	3
4	La justice / le système judiciaire français	1	2	3
5	La police	1	2	3
6	L'armée	1	2	3
7	Les institutions religieuses	1	2	3
8	Les syndicats	1	2	3
9	Les partis politiques	1	2	3
10	Les grandes entreprises	1	2	3
11	Le gouvernement français	1	2	3
12	L'Assemblée nationale	1	2	3
13	L'Union européenne	1	2	3
14	L'Organisation des Nations Unies	1	2	3
15	Les associations bénévoles ou caritatives	1	2	3

Continuons avec quelques questions sur l'Union européenne.

Q.8. D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour la France de faire partie de l'Union européenne est ... ? (LIRE)

une bonne chose 1
une mauvaise chose 2
une chose ni bonne, ni mauvaise..... 3
NSP 4

Q.9. Tout bien considéré, estimez-vous que la France a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

Bénéficié 1
Pas bénéficié 2
NSP 3

Q.10. En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

Très positive..... 1
Assez positive 2
Neutre 3
Assez négative..... 4
Très négative 5
NSP 6

Q.11. Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES - ROTATION DE HAUT EN BAS / DE BAS EN HAUT)

La paix	1,
La prospérité économique	2,
La démocratie	3,
La protection sociale	4,
La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'Union européenne	5,
La diversité culturelle	6,
Une voix plus importante dans le monde	7,
L'euro	8,
Le chômage	9,
La bureaucratie	10,
Un gaspillage d'argent	11,
La perte de notre identité culturelle.....	12,
Plus de criminalité.....	13,
Pas assez de contrôles aux frontières extérieures.....	14,
Autre (SPONTANE)	15,
NSP	16,

Q.12. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

	LIRE	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	J'ai le sentiment d'être plus en sécurité parce que la France est membre de l'Union européenne	1	2	3
2	J'ai le sentiment que nous sommes plus stables économiquement parce que la France est membre de l'Union européenne	1	2	3
3	J'ai le sentiment que nous sommes plus stables politiquement parce que la France est membre de l'Union européenne	1	2	3
4	Ma voix compte dans l'Union européenne	1	2	3
5	Je comprends le fonctionnement de l'Union européenne	1	2	3
6	La voix de la France compte dans l'Union européenne	1	2	3
7	La France va avoir plus d'influence dans l'Union européenne	1	2	3
8	Ce sont les plus grands pays qui ont le plus de pouvoir dans l'Union européenne	1	2	3
9	La France a plus d'influence dans l'Union européenne actuellement qu'il y a dix ans	1	2	3

- Q.13. a) A votre avis, quelle est la vitesse actuelle de la construction européenne ? Veuillez regarder ces personnages (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE). Le N°1 ne bouge pas, le N° 7 court aussi vite que possible. Choisissez celui qui correspond le mieux à votre opinion sur la vitesse actuelle de la construction européenne.
- b) Et quel est le personnage qui correspond le mieux à la vitesse de construction européenne que vous souhaiteriez ? (MONTRER MEME CARTE)

LIRE		Q. 13. a.	Q. 13. b.
		VITESSE ACTUELLE	VITESSE SOUHAITEE
1	Ne bouge pas	1	1
2		2	2
3		3	3
4		4	4
5		5	5
6		6	6
7	Court aussi vite que possible	7	7
8	NSP	8	8

- Q.14. a) A votre avis, dans cinq ans, l'Union européenne jouera-t-elle un rôle plus important, moins important ou le même rôle dans votre vie quotidienne ?
- b) Et souhaiteriez-vous que dans cinq ans, l'Union européenne joue un rôle plus important, moins important ou le même rôle dans votre vie quotidienne ?

LIRE		PLUS IMPORTANT	MOINS IMPORTANT	LE MEME ROLE	NSP
Q.14.a.	Attentes	1	2	3	4
Q.14.b.	Souhait	1	2	3	4

- Q.15. Certaines personnes peuvent avoir des craintes concernant l'Europe qui se construit, l'Union européenne. Voici une liste de choses que certains disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si, personnellement, vous la craignez actuellement, ou pas ?

	LIRE	CRAINT ACTUELLEMENT	NE CRAINT PAS ACTUELLEMENT	NSP
1	Une perte de pouvoir pour les plus petits Etats membres	1	2	3
2	Une augmentation du trafic de drogue et du crime organisé international	1	2	3
3	Que notre langue soit de moins en moins utilisée	1	2	3
4	Que notre pays paie de plus en plus à l'Union européenne	1	2	3
5	La perte des avantages sociaux	1	2	3
6	La perte de notre identité et de notre culture nationale	1	2	3
7	Une crise économique	1	2	3
8	Le transfert d'emplois vers d'autres pays membres où l'on produit moins cher	1	2	3
9	Plus de difficultés pour les agriculteurs français	1	2	3

- Q.16. En utilisant cette échelle, combien estimez-vous en savoir sur l'Union européenne, ses politiques, ses institutions ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

NE SAIT RIEN DU TOUT										EN SAIT BEAUCOUP	NSP
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		11

Q.17. Dans quelle mesure vous sentez-vous bien informé(e) à propos de l'élargissement de l'Union européenne en mai prochain, c'est-à-dire de l'entrée de dix nouveaux pays dans l'Union européenne ? Vous sentez-vous ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

- très bien informé(e)..... 1
- bien informé(e)..... 2
- pas très bien informé(e)..... 3
- pas du tout bien informé(e)..... 4
- NSP 5

Q.18. Quand vous désirez obtenir des informations sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions, lesquelles des sources suivantes utilisez-vous ? Et encore ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

- Réunions, meetings 1,
- Discussions avec la famille, les amis, les collègues 2,
- Journaux quotidiens 3,
- Autres journaux, magazines 4,
- Télévision..... 5,
- Radio 6,
- Internet 7,
- Livres, brochures, fiches d'information 8,
- CD-Rom 9,
- Bureaux d'information de l'Union européenne, Euro-info Centres, Euro-info points, Euro-bibliothèques, etc 10,
- Bureaux d'information des administrations nationales ou locales 11,
- Syndicats ou associations professionnelles 12,
- Autres organisations (organisations de consommateurs, etc.) 13,
- Un député européen 14,
- D'autres hommes politiques 15,
- Autre (SPONTANE) 16,
- Ne cherche jamais ce type d'information, pas intéressé(e) (SPONTANE)..... 17,
- NSP 18,

Q.19. En général, pensez-vous que les médias français parlent trop, suffisamment ou trop peu de l'Union européenne ?

Trop 1
Suffisamment 2
Trop peu 3
NSP 4

Q.20. Et pensez-vous que les médias français parlent de l'Union européenne de façon trop positive, de façon objective ou de façon trop négative ?

De façon trop positive 1
De façon objective 2
De façon trop négative 3
NSP 4

Q.21. Avez-vous déjà entendu parler ... ?

	LIRE	OUI	NON	NSP
1	du Parlement européen	1	2	3
2	de la Commission européenne	1	2	3
3	du Conseil des Ministres de l'Union européenne	1	2	3
4	de la Cour de Justice de l'Union européenne	1	2	3
5	du Médiateur européen / l'Ombudsman	1	2	3
6	de la Banque centrale européenne	1	2	3
7	de la Cour des Comptes européenne	1	2	3
8	du Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3
9	du Comité Economique et Social de l'Union européenne	1	2	3

Q.22. Et pour chacune des entités européennes suivantes, pensez-vous qu'elle joue un rôle important ou pas dans la vie de l'Union européenne ?

	LIRE	IMPORTANT	PAS IMPORTANT	NSP
1	Le Parlement européen	1	2	3
2	La Commission européenne	1	2	3
3	Le Conseil des Ministres de l'Union européenne	1	2	3
4	La Cour de Justice de l'Union européenne	1	2	3
5	Le Médiateur européen / l'Ombudsman	1	2	3
6	La Banque centrale européenne	1	2	3
7	La Cour des Comptes européenne	1	2	3
8	Le Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3
9	Le Comité Economique et Social de l'Union européenne	1	2	3

Q.23. Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?

	LIRE	PLUTOT CONFIANCE	PLUTOT PAS CONFIANCE	NSP
1	Le Parlement européen	1	2	3
2	La Commission européenne	1	2	3
3	Le Conseil des Ministres de l'Union européenne	1	2	3
4	La Cour de Justice de l'Union européenne	1	2	3
5	Le Médiateur européen / l'Ombudsman	1	2	3
6	La Banque centrale européenne	1	2	3
7	La Cour des Comptes européenne	1	2	3
8	Le Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3
9	Le Comité Economique et Social de l'Union européenne	1	2	3

Q.24. Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse ?

	LIRE	VRAI	FAUX	NSP
1	L'Union européenne est actuellement composée de douze Etats membres	1	2	3
2	La Communauté européenne a été créée juste après la première guerre mondiale, au début des années 1920	1	2	3
3	Le drapeau européen est bleu avec des étoiles jaunes	1	2	3
4	Sur le drapeau européen, il y a une étoile par pays membre	1	2	3
5	Le siège de la Commission européenne est situé à Strasbourg	1	2	3
6	Les députés européens sont directement élus par les citoyens de l'Union européenne	1	2	3
7	Le Président de la Commission européenne est directement élu par les citoyens de l'Union européenne	1	2	3
8	L'Union européenne a son propre hymne	1	2	3
9	Tous les ans, il y a une journée de l'Europe dans les pays de l'Union européenne	1	2	3
10	Les prochaines élections européennes auront lieu en juin 2006	1	2	3

(ENQ. : PAS DE QUESTION 25 ET 26)

A TOUS

Q.27. A votre avis, quels sont les deux plus importants problèmes auxquels doit faire face la France actuellement ? (MONTRER CARTE - LIRE - MAX. 2 REPONSES)

L'insécurité	1,
Les transports en commun	2,
La situation économique	3,
La hausse des prix / l'inflation	4,
Les impôts	5,
Le chômage	6,
Le terrorisme.....	7,
La défense / la politique étrangère.....	8,
Le logement	9,
L'immigration.....	10,
Le système de santé.....	11,
Le système éducatif	12,
Les retraites / les pensions	13,
La protection de l'environnement	14,
Autre (SPONTANE)	15,
NSP	16,

Q.28. Et pour chacun des domaines suivants en France, pensez-vous que l'Union européenne joue un rôle positif, un rôle négatif ou ni l'un ni l'autre ?

	LIRE	UN POSITIF	ROLE NEGATIF	NI L'UN NI L'AUTRE	NSP
1	La lutte contre l'insécurité	1	2	3	4
2	Les transports en commun	1	2	3	4
3	La situation économique	1	2	3	4
4	La hausse des prix / l'inflation	1	2	3	4
5	Les impôts	1	2	3	4
6	La lutte contre le chômage	1	2	3	4
7	La lutte contre le terrorisme	1	2	3	4
8	La défense	1	2	3	4
9	La politique étrangère	1	2	3	4
10	Le logement	1	2	3	4
11	L'immigration	1	2	3	4
12	Le système de santé	1	2	3	4
13	Le système éducatif	1	2	3	4
14	Les retraites	1	2	3	4
15	La protection de l'environnement	1	2	3	4

Q.29. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ?
Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

	LIRE - ROTATION	POUR	CONTRE	NSP
1	Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro	1	2	3
2	Une politique étrangère commune aux pays de l'Union européenne vis-à-vis des autres pays	1	2	3
3	Une politique de sécurité et de défense commune des Etats membres de l'Union européenne	1	2	3
4	L'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux pays au mois de mai prochain	1	2	3
5	L'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays dans les années à venir	1	2	3
6	Une constitution pour l'Union européenne	1	2	3
7	Le fait que la Commission européenne soit composée de commissaires venant de chacun des Etats membres	1	2	3
8	Une vitesse de la construction européenne plus élevée dans un groupe de pays que dans les autres pays	1	2	3
9	Apprendre aux enfants, à l'école, la façon dont les institutions de l'Union européenne fonctionnent	1	2	3

Q.30. Il existe déjà une Politique étrangère et de sécurité commune et une Politique européenne de sécurité et de défense dans l'Union européenne. Il y a aujourd'hui un débat sur la mesure dans laquelle ces politiques devraient être développées. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE - ROTATION	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	L'Union européenne devrait avoir une force militaire de réaction rapide qui puisse être envoyée rapidement dans les zones de conflits lorsqu'une crise internationale éclate	1	2	3
2	Quand une crise internationale éclate, les Etats membres de l'Union européenne devraient s'entendre sur une position commune	1	2	3
3	L'Union européenne devrait avoir son propre Ministre des Affaires étrangères, qui puisse être le porte-parole de la position commune de l'Union européenne	1	2	3
4	L'Union européenne devrait avoir son propre siège au Conseil de sécurité des Nations Unies	1	2	3
5	Les Etats membres qui ont opté pour la neutralité devraient avoir leur mot à dire dans la politique étrangère de l'Union européenne	1	2	3
6	La politique étrangère de l'Union européenne devrait être autonome de la politique étrangère américaine	1	2	3
7	L'Union européenne devrait garantir les Droits de l'Homme dans chaque Etat membre, même si c'est contraire à la volonté de certains Etats membres	1	2	3
8	L'Union européenne devrait travailler à garantir les Droits de l'Homme dans le monde, même si c'est contraire à la volonté de certains pays	1	2	3
9	Les Etats membres de l'Union européenne devraient avoir une politique d'immigration commune à l'égard des personnes venant de pays non membres de l'Union européenne	1	2	3
10	Les Etats membres de l'Union européenne devraient avoir une politique d'asile commune à l'égard des demandeurs d'asile	1	2	3

Q.31. Selon vous, les décisions concernant la politique européenne de défense devraient-elles être prises par les gouvernements nationaux, l'OTAN ou l'Union européenne ? (UNE SEULE REPONSE)

Les gouvernements nationaux 1
 L'OTAN 2
 L'Union européenne 3
 Autre (SPONTANE) 4

NSP	5
-----------	---

Q.32. Le Conseil européen est composé des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres de l'Union européenne et du Président de la Commission. La présidence du Conseil européen est tenue, à tour de rôle, par chaque pays pour une durée de six mois. Pensez-vous que ... ?
(LIRE - UNE SEULE REPONSE)

une présidence de six mois devrait être maintenue parce que cela donne à chaque Etat membre la possibilité de présider l'Union européenne de façon régulière 1
la présidence devrait durer plus longtemps parce que six mois sont trop courts pour obtenir des résultats significatifs 2
NSP 3

Q.33. Actuellement, chaque Etat membre de l'Union européenne dispose, dans certains domaines, d'un droit de veto. Pensez-vous que, pour l'avenir, le droit de veto devrait ... ?

être maintenu en l'état pour préserver les intérêts nationaux essentiels 1
être limité à de très rares domaines essentiels 2
être abandonné pour toutes les décisions afin de rendre l'Union européenne plus efficace 3
NSP 4

Q.34. Le projet de Constitution européenne met en place de nouvelles règles pour les votes au sein du Conseil des Ministres de l'Union européenne. A laquelle des propositions suivantes êtes-vous le plus favorable ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

Chaque Etat membre devrait avoir une voix quelle que soit la taille de sa population 1
Le nombre de voix par Etat membre devrait être proportionnel à la taille de sa population 2
On devrait trouver une autre solution (SPONTANE) 3
NSP 4

Q.35. A votre avis, dans quel domaine l'Union européenne dépense-t-elle la plus grande partie de son budget ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

L'emploi et les affaires sociales 1
L'agriculture 2
La recherche scientifique 3
Les aides régionales 4
La politique étrangère et l'aide aux pays en-dehors de l'Union européenne 5
Les frais administratifs et les frais de personnel, les bâtiments 6
Autre (SPONTANE) 7

NSP	8
-----------	---

Q.36. Vous avez peut-être déjà entendu parler de la mondialisation, c'est-à-dire l'ouverture de toutes les économies, qui conduit à la création d'un marché au niveau mondial. Pouvez-vous me dire si pour chacune des propositions suivantes vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ?

	LIRE	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	Dans l'ensemble, la mondialisation est une bonne chose pour la France	1	2	3
2	Dans l'ensemble, la mondialisation est une bonne chose pour moi	1	2	3
3	La mondialisation conduit à une concentration du pouvoir entre les mains des grandes entreprises au dépens des autres	1	2	3
4	La mondialisation augmente les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale	1	2	3
5	La mondialisation représente une bonne opportunité pour les entreprises françaises	1	2	3
6	La mondialisation représente une menace pour l'emploi en France	1	2	3
7	La mondialisation augmente la variété de produits en vente en France	1	2	3
8	La mondialisation fait baisser les prix des produits et des services grâce à une concurrence accrue	1	2	3
9	La mondialisation rend plus difficile le contrôle de la qualité des produits alimentaires vendus en France	1	2	3
10	La mondialisation conduit à un monde plus terne et plus uniformisé	1	2	3

Q.37. Dans la liste suivante, à qui faites-vous le plus confiance pour contrôler les effets de la mondialisation ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Les partis politiques	1,
Le gouvernement français	2,
L'Union européenne.....	3,
Les verts / les mouvements de défense de l'environnement / les écologistes	4,
Les syndicats	5,
Les associations de défense des consommateurs.....	6,
Les multinationales	7,
L'Organisation Mondiale du Commerce	8,
Les Nations Unies	9,
La Banque Mondiale / Le Fonds Monétaire International	10,
Le gouvernement des Etats-Unis	11,
Les mouvements anti ou alter-mondialistes	12,
Les organisations non-gouvernementales (ONG).....	13,
Les citoyens eux-mêmes	14,
Autres (SPONTANE)	15,
Personne (SPONTANE)	16,
NSP	17,

SPLIT BALLOT A

Q.38 Dans un avenir proche, vous voyez-vous ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

Français(e) uniquement	1
Français(e) et Européen(ne)	2
Européen(ne) et Français(e)	3
Européen(ne) uniquement.....	4
NSP	5

SPLIT BALLOT B

Q.38. Dans un avenir proche, vous voyez-vous ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

Français(e) uniquement	1
Français(e) et Européen(ne)	2
Européen(ne) uniquement.....	3
NSP	4

Q.39. a) Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) du fonctionnement de la démocratie en France ?
(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

b) Et du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ? (MONTRER MEME CARTE)

LIRE		TRES SATISFAIT(E)	PLUTOT SATISFAIT(E)	PLUTOT PAS SATISFAIT(E)	PAS DU TOUT SATISFAIT(E)	NSP
Q.39.a	en France	1	2	3	4	5
Q.39.b	dans l'Union européenne	1	2	3	4	5

Parlons du Parlement européen.

- Q.40. Supposons qu'une élection présidentielle ait lieu demain, pourriez-vous me dire quelle est la probabilité que vous votiez à cette élection ? Veuillez utiliser cette échelle qui va de 1 à 10, où "1" signifie que vous êtes sûr(e) de ne pas aller voter et "10" que vous êtes sûr(e) d'aller voter. Vous pouvez utiliser les chiffres entre 1 et 10 pour nuancer votre réponse. (LIRE - MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

1 (SUR DE NE PAS ALLER VOTER)										10 (SUR D'ALLER VOTER)	NSP
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		11

- Q.41. Les élections au Parlement européen auront lieu en juin prochain, pourriez-vous me dire quelle est la probabilité que vous votiez à ces élections ? Veuillez utiliser cette échelle qui va de 1 à 10, où "1" signifie que vous êtes sûr(e) de ne pas aller voter et "10" que vous êtes sûr(e) d'aller voter. Vous pouvez utiliser les chiffres entre 1 et 10 pour nuancer votre réponse. (LIRE - MONTRER MEME CARTE AVEC ECHELLE QU'EN Q.40.)

1 (SUR DE NE PAS ALLER VOTER)										10 (SUR D'ALLER VOTER)	NSP
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		11

POSER UNIQUEMENT SI CODE 2 A 11 EN Q.41., LES AUTRES ALLER EN Q.43.

- Q.42. Si vous allez voter aux prochaines élections européennes, quels seront les principaux éléments qui motiveront votre choix ? (LIRE – MONTRER CARTE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Votre opinion sur les questions et enjeux nationaux 1,

Votre opinion sur les questions et enjeux européens 2,

Le parti des candidats 3,

La personnalité des candidats 4,

Les propositions des candidats 5,

Autre (SPONTANE) 6,

NSP 7,

A TOUS

Q.43. Depuis les dernières élections au Parlement européen, avez-vous vu ou entendu quelque chose ou eu des contacts avec un membre du Parlement européen, de l'une ou l'autre des manières suivantes ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Oui, j'ai lu quelque chose au sujet des membres du Parlement européen dans les journaux ou magazines.....	1,
Oui, j'ai vu des membres du Parlement européen à la télévision.....	2,
Oui, j'ai entendu des membres du Parlement européen à la radio	3,
Oui, j'ai lu quelque chose au sujet des membres du Parlement européen sur Internet	4,
Oui, j'ai reçu une (des) brochure(s) ou une (des) lettre(s) d'un (de) membre(s) du Parlement européen	5,
Oui, j'ai vu des membres du Parlement européen à un (des) meeting(s) public(s) / une (des) rencontre(s) publique(s).....	6,
Non, je n'ai rien vu ni entendu ni eu de contacts avec un membre du Parlement européen	7,
Autre (SPONTANE)	8,
NSP	9,

Q.44. Seriez-vous personnellement intéressé(e) ou non de voir ou entendre plus de choses à propos des membres du Parlement européen de l'une ou l'autre des manières dont nous venons de parler ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Oui, j'aimerais lire quelque chose au sujet des membres du Parlement européen dans les journaux ou magazines.....	1,
Oui, j'aimerais voir des membres du Parlement européen à la télévision	2,
Oui, j'aimerais entendre des membres du Parlement européen à la radio	3,
Oui, j'aimerais lire, voir ou entendre quelque chose au sujet des membres du Parlement européen sur Internet.....	4,
Oui, j'aimerais recevoir une (des) brochure(s) ou une (des) lettre(s) d'un (de) membre(s) du Parlement européen	5,
Oui, j'aimerais voir des membres du Parlement européen à un (des) meeting(s) public(s) / une (des) rencontre(s) publique(s).....	6,
Non, je ne serais pas intéressé(e)	7,
Autre (SPONTANE)	8,
NSP	9,

- Q.45. Pour chacune des institutions suivantes, pouvez-vous me dire si vous pensez que ses activités, décisions, etc., ont un grand effet, quelques effets ou aucun effet sur des personnes comme vous ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

	LIRE	GRAND EFFET	QUELQUES EFFETS	AUCUN EFFET	NSP
1	Le gouvernement français	1	2	3	4
2	L'Assemblée nationale	1	2	3	4
3	L'Union européenne dans son ensemble	1	2	3	4
4	Le Parlement européen en particulier	1	2	3	4
5	la Région	1	2	3	4

- Q.46. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE	TOUT A FAIT D'ACCORD	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	PAS DU TOUT D'ACCORD	NSP
1	Les membres du Parlement européen défendent bien vos intérêts	1	2	3	4	5
2	Le Parlement européen a plus de pouvoir que l'Assemblée nationale	1	2	3	4	5
3	Les élections européennes sont vraiment importantes	1	2	3	4	5

Q.47. A votre avis, sur quels sujets la campagne pour les prochaines élections européennes devrait-elle surtout mettre l'accent ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Les enjeux spécifiques à la France.....	1,
L' agriculture	2,
L'environnement	3,
La lutte contre l'insécurité	4,
L'emploi	5,
L'immigration.....	6,
L'éducation.....	7,
La politique de défense commune	8,
La politique étrangère	9,
L'élargissement de l'Union européenne	10,
La réforme des institutions de l'Union européenne	11,
Les activités du Parlement européen	12,
Les droits en tant que citoyen de l'Union européenne	13,
NSP	14,

Q.48. Seriez-vous davantage porté(e) à voter aux élections européennes si ... ?

	LIRE	OUI	NON	NSP
1	les transports publics étaient gratuits le jour des élections	1	2	3
2	il y avait des bureaux de vote dans des supermarchés	1	2	3
3	il était possible de voter sur Internet	1	2	3
4	il était possible de voter sur votre lieu de travail	1	2	3
5	les élections locales, régionales ou nationales étaient organisées le même jour que les élections européennes	1	2	3
6	les élections européennes avaient lieu le même jour dans toute l'Union européenne	1	2	3
7	il existait des listes régionales de candidats	1	2	3
8	des citoyens d'autres Etats membres étaient présents sur les listes de candidats	1	2	3

9	la période d'inscription sur les listes électorales était allongée	1	2	3
---	--	---	---	---

DEMOGRAPHIQUES

- D.1. A propos de politique, les gens parlent de "droite" et de "gauche".
 Vous-même, voudriez-vous situer votre position sur cette échelle ? (MONTRER CARTE)
 (ENQ. : NE RIEN SUGGERER. SI LA PERSONNE HESITE, INSISTER)

GAUCHE									DROITE
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

Refus 11

NSP 12

- D.2. Et pour quel parti y a-t-il le plus de chance que vous votiez aux élections européennes ?

(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

Extrême Gauche (LCR, LO, PT) 1

Parti Communiste 2

Parti Socialiste 3

Les Verts 4

CPNT (Chasse, Pêche, Nature et Tradition) 5

UDF 6

UMP 7

RPF (Rassemblement pour la France de Charles Pasqua) ou MPF (Mouvement pour la France de Philippe de Villiers) 8

Le Front National 9

N'ira pas voter / vote blanc / vote non valable (SPONTANE) 11

Autres partis / mouvements (SPONTANE) 12

NSP 13

Refus (SPONTANE) 14

PAS DE QUESTIONS D.3. A D.6.

D.7. Pouvez-vous m'indiquer la lettre qui correspond le mieux à votre situation actuelle ?
(MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

Marié(e)	1
Remarié(e)	2
Célibataire vivant actuellement en couple	3
Célibataire n'ayant jamais vécu en couple	4
Célibataire ayant déjà vécu en couple dans le passé mais actuellement seul(e)	5
Divorcé(e)	6
Séparé(e)	7
Veuf/Veuve	8
Autre (SPONTANE)	9
Refus (SPONTANE)	10

D.8. A quel âge avez-vous arrêté vos études à temps complet ? (ENQ. : SI ETUDIE ENCORE, CODER '00')

--	--

PAS DE QUESTION D.9.

D.10. Sexe du répondant.

Homme	1
Femme	2

D.11. Quel est votre âge ?

--	--

PAS DE QUESTIONS D.12. A D.14.

D.15. a) Quelle est votre profession actuelle ?

SI PAS D'ACTIVITE ACTUELLE - CODES 1 A 4 EN D.15.a.

b) Exerciez-vous une activité professionnelle rémunérée auparavant ? Laquelle en dernier lieu ?

	D. 15. a. PROFESSION ACTUELLE	D. 15. b. PROFESSION PRECEDENTE
INACTIFS	1	
En charge des achats courants et des tâches ménagères ou sans aucune activité professionnelle		
Etudiants		
Au chômage / temporairement sans emploi		
A la retraite ou en congé de maladie prolongé	3	
INDEPENDANTS	5	1
Agriculteur exploitant		
Pêcheur	6	2
Profession libérale (avocat, médecin, expert comptable, architecte, etc.)	7	3
Commerçant ou propriétaire d'un magasin, artisan ou autre travailleur indépendant	8	4
Industriel, propriétaire (en tout ou en partie) d'une entreprise	9	5
SALARIES	10	6
Profession libérale salariée (docteur, avocat, comptable, architecte, etc.)		
Cadre supérieur / dirigeant (PDG/DG, Directeur, etc.)	11	7
Cadre moyen	12	8
Employé travaillant la plupart du temps dans un bureau	13	9
Employé ne travaillant pas dans un bureau mais voyageant (vendeur, chauffeur, représentant, etc.)	14	10
Employé ne travaillant pas dans un bureau mais ayant une fonction de service (hôpital, restaurant, police, pompiers, etc.)	15	11
Contremaître, agent de maîtrise	16	12
Ouvrier qualifié	17	13
Autre ouvrier (non qualifié), personnel de maison	18	14
N'A JAMAIS EXERCE D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE REMUNEREE		15

PAS DE QUESTIONS D.16. A D.18.

D.19. Etes-vous la personne qui apporte le revenu principal au foyer ? (LIRE)

Oui..... 1

Non.....	2
Les deux de façon égale	3
NSP	4

PAS DE QUESTION D.20.

SI "NON", CODE 2 IN D.19.

D.21. a) Quelle est la profession actuelle de la personne qui apporte le revenu principal du foyer ?

SI "PAS D'ACTIVITE ACTUELLE", CODE 1 A 4 EN D.21.a.

b) Exerçait-elle une activité professionnelle rémunérée auparavant ? Laquelle en dernier lieu ?

	<u>D. 21. a.</u> PROFESSION ACTUELLE	<u>D. 21. b.</u> PROFESSION PRECEDENTE
INACTIFS	1	
En charge des achats courants et des tâches ménagères ou sans aucune activité professionnelle		
Etudiant		
Au chômage / temporairement sans emploi		
A la retraite ou en congé de maladie prolongé		
INDEPENDANTS	5	1
Agriculteur exploitant		
Pêcheur	6	2
Profession libérale (avocat, médecin, expert comptable, architecte, etc.)	7	3
Commerçant ou propriétaire d'un magasin, artisan ou autre travailleur indépendant	8	4
Industriel, propriétaire (en tout ou en partie) d'une entreprise	9	5
SALARIES	10	6
Profession libérale salariée (docteur, avocat, comptable, architecte, etc.)		
Cadre supérieur / dirigeant (PDG/DG, Directeur, etc.)	11	7
Cadre moyen	12	8
Employé travaillant la plupart du temps dans un bureau	13	9
Employé ne travaillant pas dans un bureau mais voyageant (vendeur, chauffeur, représentant, etc.)	14	10
Employé ne travaillant pas dans un bureau mais ayant une fonction de service (hôpital, restaurant, police, pompiers, etc.)	15	11
Contremaître, agent de maîtrise	16	12
Ouvrier qualifié	17	13
Autre ouvrier (non qualifié), personnel de maison	18	14
N'A JAMAIS EXERCE D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE REMUNEREE		15

PAS DE QUESTIONS D.22. A D.24.

D.25.	Diriez-vous que vous vivez ... ? (LIRE)	
	dans une commune rurale	1
	dans une ville petite ou moyenne.....	2
	dans une grande ville	3
	NSP	4

PAS DE QUESTIONS D.26. A D.28.

D.29. Nous désirons en plus des informations sur les revenus des foyer pour analyser les résultats de cette étude selon les différents types. Voici une série de revenus mensuels (MONTRER CARTE). Veuillez compter l'ensemble des gains et salaires MENSUELS de tous les membres du foyer, toutes pensions ou allocations sociales ou familiales comprises, ainsi que tout autre revenu tel que les loyers. Bien sûr, votre réponse, comme toutes celles de cette interview sera traitée confidentiellement et toute référence à vous ou votre foyer sera impossible. Veuillez me donner la lettre correspondant aux revenus de votre foyer et ce, AVANT toutes taxes ou déductions.

B	1
T.....	2
P	3
F.....	4
E	5
H	6
L.....	7
N	8
R.....	9
M.....	10
S	11
K	12
Refus	13
NSP	14

PROTOCOLE D'INTERVIEW

P.1. – DATE DE L'INTERVIEW	JOUR	MOIS

P.2. – HEURE DU DEBUT DE L'INTERVIEW	HEURE	MINUTES
(ENQ. : DE 0 A 23 HEURE)		

P.3. – DUREE DE L'INTERVIEW EN MINUTES	MINUTES

- P.4. Nombre de personnes présentes pendant l'interview, l'enquêteur inclus.
- Deux (l'enquêteur et le répondant)..... 1
- Trois..... 2
- Quatre..... 3
- Cinq et plus..... 4

- P.5. Coopération du répondant
- Excellente 1
- Bonne 2
- Moyenne 3
- Médiocre 4

- P.6. Catégorie d'habitat

--	--

- P.7. Région

--	--

- P.8. Code postal

--	--	--	--	--

P.9. N° point de chute

--	--	--	--	--	--	--	--

P.10. N° enquêteur

--	--	--	--	--	--	--	--

P.11. Facteur de pondération

--	--	--	--	--	--	--	--

P.12. a) Téléphone fixe au foyer ?

Oui.....1

Non.....2

b) Téléphone mobile / GSM au foyer ?

Oui.....1

Non.....2

STANDARD EUROBAROMETER 61
CO-OPERATING AGENCIES AND RESEARCH EXECUTIVES
The European Opinion Research Group EEIG

Christine Kotarakos
111, rue Colonel Bourg – B-1140 Brussels
Tel : +32 2 724 89 15 – Fax : +32 2 724 89 12
e-mail: christine.kotarakos@eorg.be

INRA (EUROPE) - European Coordination Office SA/NV
Gilles Corman – Director

For any information, please contact Jean-Michel Lebrun
e-mail: Jean-Michel.Lebrun@inra.com
159-165, avenue de la Couronne – B-1050 Brussels
Tel : +32 2 642 47 11 – Fax : +32 2 648 34 08

BELGIQUE	INRA BELGIUM 159, avenue de la Couronne B-1050 BRUXELLES	Mrs. Karin Schreurs Karin.Schreurs@inra.com	tel. fax	++/32 2 642 47 11 ++/32 2 648 34 08
DANMARK	GfK DANMARK Sylows Allé, 1 DK-2000 FREDERIKSBERG	Mr. Line Strecker Hansen Line.Strecker.Hansen@gfk.dk	tel. fax	++/45 38 32 20 00 ++/45 38 32 20 01
DEUTSCHLAND	IPSOS GmbH Papenkamp, 2-6 D-23879 MÖLLN	Mr Uwe Reising Uwe.Reising@ipsos.de	tel. fax	++/49 4542 801 0 ++/49 4542 801 201
ELLAS	Market Analysis 190 Hymettus Street GR-11635 ATHENA	Mr. Spyros Camilleris markanalysis@marketanalysis.gr	tel. fax	++/30 1 75 64 688 ++/30/1/70 19 355
ESPAÑA	IPSOS -Eco Consulting Avda de Burgos Nº 12, 8ª planta 28036 Madrid SPAIN	Mrs. Victoria MIQUEL victoria.miquel@consulting.ecoipsos.es	tel. fax	++/34 91 7672199 ++/34 91 3834254
FRANCE	CSA-TMO 30, rue Saint Augustin F-75002 PARIS	Mr. Bruno JEANBART bruno.jeanbart@csa-tmo.fr	tel. fax	++/33 1 44 94 59 10 ++/33 1 44 94 40 01
IRELAND	LANSDOWNE Market Research 49, St. Stephen's Green IRL-DUBLIN 2	Mr. Roger JUPP roger@Lmr.ie	tel. fax	++/353 1 661 34 83 ++/353 1 661 34 79
ITALIA	Demoskopea S.p.A. Via Salaria, 290 I-00199 ROMA	Mrs. Maria-Adelaïde SANTILLI Santilli@demoskopoea.it	tel. fax	++/39 06 85 37 521 ++/39 06 85 35 01 75
LUXEMBOURG	ILReS 46, rue du Cimetière L-1338 LUXEMBOURG	Mr. Charles MARGUE charles.margue@ilres.com	tel. fax	++/352 49 92 91 ++/352 49 92 95 555
NEDERLAND	Intomart Noordse Bosje 13-15 NL - 1201 DA HILVERSUM	Mr. Dré Koks Dre.Koks@intomart.nl	tel. fax	++/31/35/625 84 11 ++/31/35/625 84 33
AUSTRIA	SPECTRA Brucknerstrasse, 3-5/4 A-4020 LINZ	Mrs. Jitka NEUMANN nej@spectra.at j	tel. fax	++/43/732/6901 ++/43/732/6901-4

PORTUGAL	MetrisGfK Rua Marquês da Fronteira, 8 – 1º Andar 1070 - 296 LISBOA	Mrs. Mafalda BRASIL mafaldabrasil@metris.gfk.pt	tel. fax	++/351 210 000 200 ++/351 210 000 290
FINLAND	MDC MARKETING RESEARCH Ltd Itätuulenkuja 10 A FIN-02100 ESPOO	Mr. Mika Kiiski Mika.Kiiski@tns-gallup.fi	tel. fax	++/358 9 613 500 ++/358 9 613 50 423
SWEDEN	GfK SVERIGE S:t Lars väg 46 S-221 00 LUND	Mr. Rikard EKDAHL rikard.ekdahl@gfksverige.se	tel. fax	++/46 46 18 16 00 ++/46 46 18 16 11
GREAT BRITAIN	MARTIN HAMBLIN LTD Mulberry House, Smith Square 36 UK-London Swip 3HL	Mrs. Kerry Walsh kerry.walsh@ martinhamblin-gfk.co.uk	tel. fax	++/44 207 222 81 81 ++/44 207 396 90 46

EUROBAROMETER - spring 2004 (Between brackets: Change since autumn 2003)

	Membership good thing 1		Benefit from membership 2		Trust in the European Union 3		Trust in the European Commission 4		Support for the euro 5		Support for enlargement 6		Support for a common Foreign policy 7		Support for a common Defence/ Security policy 8		Support for an EU Constitution 9	
EU25	47	(-2)	48	(=)	41	(-1)	48	(+1)	60	(=)	46	(-4)	66	(+2)	74	(+3)	63	(=)
BE	57	(+1)	58	(+1)	49	(+4)	63	(+8)	83	(+2)	38	(-5)	71	(-2)	77	(-3)	72	(+4)
DK	54	(-3)	64	(-3)	41	(+1)	47	(+2)	50	(-2)	59	(-4)	50	(-6)	61	(+1)	37	(-9)
DE	45	(-1)	39	(+2)	35	(=)	39	(-1)	58	(-2)	28	(-10)	74	(+2)	80	(+4)	68	(+5)
EL	71	(+9)	82	(+7)	68	(+3)	63	(+3)	64	(=)	66	(+1)	78	(+3)	80	(+5)	66	(-8)
ES	64	(+2)	69	(+3)	58	(+1)	53	(-2)	74	(+4)	59	(-3)	69	(+3)	74	(=)	70	(+5)
FR	43	(-1)	46	(-2)	42	(+5)	52	(+2)	68	(=)	37	(+3)	66	(+2)	75	(+4)	62	(+2)
IE	71	(-2)	80	(-2)	56	(+3)	61	(=)	83	(+4)	60	(+1)	66	(+5)	60	(+7)	59	(+6)
IT	54	(-4)	49	(=)	54	(-3)	63	(+3)	69	(-1)	55	(-6)	77	(+1)	83	(+2)	78	(+4)
LU	75	(-2)	69	(=)	53	(+1)	66	(+5)	88	(+5)	37	(-8)	77	(-1)	83	(=)	75	(+9)
NL	64	(+2)	55	(+1)	39	(+1)	54	(+2)	58	(-4)	44	(-6)	69	(-2)	77	(+2)	70	(+3)
AT	30	(-5)	38	(-2)	31	(-5)	37	(-5)	68	(+1)	34	(-7)	62	(-3)	57	(-7)	60	(-4)
PT	55	(=)	66	(+1)	60	(-1)	56	(=)	67	(-2)	52	(=)	62	(-3)	68	(=)	57	(+2)
FI	46	(+7)	46	(+6)	40	(+7)	59	(+8)	73	(+3)	48	(-5)	55	(+3)	57	(+6)	52	(+3)
SE	37	(-3)	27	(-4)	29	(+1)	48	(+4)	45	(+4)	54	(=)	49	(+1)	55	(+6)	53	(-10)
UK	29	(+1)	30	(=)	19	(-1)	26	(=)	26	(+3)	31	(-7)	39	(+4)	52	(+4)	42	(-6)
EU15	48	(=)	47	(+1)	41	(=)	47	(+1)	60	(+1)	42	(-5)	65	(+1)	72	(+2)	63	(+1)
CZ	41	(-3)	46	(-3)	42	(-1)	35	(=)	56	(=)	63	(-1)	57	(=)	78	(-1)	48	(-9)
EE	31	(-7)	41	(-4)	39	(+1)	44	(+7)	46	(=)	58	(+2)	62	(+1)	77	(+1)	54	(-10)
CY	42	(-17)	56	(-15)	57	(-8)	49	(-5)	65	(+7)	80	(+5)	81	(=)	91	(+4)	69	(-4)
LV	33	(-13)	49	(-9)	39	(-6)	32	(-11)	55	(+3)	67	(-2)	67	(-1)	77	(-3)	57	(-16)
LT	52	(-3)	57	(-6)	50	(+3)	45	(+8)	63	(+7)	67	(+5)	61	(-1)	70	(-5)	52	(-5)
HU	45	(-11)	58	(-4)	54	(-2)	58	(+3)	63	(+2)	74	(+7)	70	(+7)	82	(+3)	75	(+13)
MT	50	(-5)	57	(-3)	50	(-3)	50	(-2)	46	(-2)	68	(=)	50	(+5)	54	(+3)	59	(-3)
PL	42	(-10)	50	(-6)	33	(-7)	49	(+2)	59	(+3)	72	(-2)	70	(+4)	79	(+6)	65	(-11)
SK	46	(-12)	57	(-8)	47	(-4)	54	(+1)	68	(-3)	80	(+1)	74	(-2)	82	(-1)	65	(-5)
SI	40	(-10)	64	(-8)	47	(+2)	52	(+8)	82	(+1)	79	(+1)	76	(+2)	78	(+2)	68	(=)
NMS10	43	(-9)	52	(-5)	40	(-4)	48	(+2)	60	(+2)	71	(=)	68	(+3)	79	(+3)	63	(-7)

1. **Membership good thing:**
Generally speaking, do you think that (our country's) membership of the European Union is (AC10: will be – *previously* would be)...?
(A good thing / A bad thing / Neither good nor bad)
[% A good thing]
2. **Benefit from membership:**
Taking everything into consideration, would you say that (our country) has on balance benefited or not (AC10: will benefit – *previously* could benefit) from being a member of the European Union?
[% Benefited]
3. **Trust in the European Union:**
I would like to ask you a question about how much trust you have in certain institutions. For each of the following institutions, please tell me if you tend to trust it or tend not to trust it. – The European Union
[% Tend to trust]
4. **Trust in the European Commission:**
And for each of [the following European institutions], please tell me if you tend to trust it or tend not to trust it? - The European Commission
[% Tend to trust]
5. **Support for the euro:**
What is your opinion on each of the following statements? Please tell me for each proposal, whether you are for it or against it.
« A European monetary union with one single currency, the euro »
[% For]
6. **Support for enlargement:**
What is your opinion on each of the following statements? Please tell me for each proposal, whether you are for it or against it.
« The enlargement of the European Union to include ten new countries this May »
[% For]
(*Previously* « The enlargement of the European Union to include new countries »)
7. **Support for a common foreign policy:**
What is your opinion on each of the following statements? Please tell me for each proposal, whether you are for it or against it.
« One common foreign policy among the Member States of the European Union, towards other countries »
[% For]
8. **Support for a common defence/security policy:**
What is your opinion on each of the following statements? Please tell me for each proposal, whether you are for it or against it.
« A common defence and security policy among the European Union member states »
[% For]
9. **Support for an EU Constitution:**
What is your opinion on each of the following statements? Please tell me for each proposal, whether you are for it or against it.
« A constitution for the European Union »
[% For]
(*Previously* Do you think that the European Union should or should not have a Constitution? [% Should])